

La Presse

LA PRESSE, MONTRÉAL, LUNDI 20 DÉCEMBRE 1993

Géologie



Deux géologues de la Commission géologique du Canada, Alan Hildebrand et Jean Pilon, sont à la recherche de personnes ayant vu ou entendu le météore tombé le 18 novembre dernier, à 10 h 05 environ, au nord-ouest du réservoir Baskatong, à l'Ouest de Mont-Laurier. Alors que beaucoup de gens de Montréal ou d'Ottawa ont vu une boule de feu traverser le ciel, les témoins manquent plus proches du point de chute. « Nous savons que le météorite ne s'est pas entièrement pulvérisé car des témoins de la région ont entendu les sons caractéristiques de l'arrivée au sol: boum supersonique et bourdonnements générés par les ondes radio émises par l'objet », affirme M. Hildebrand. Les géologues considèrent ce météorite comme un véritable trésor scientifique. « Si on trouve le point de chute, on va pouvoir calculer son orbite, ce qui n'a été possible que pour quatre météorites dans le monde ».

Commission géologique du Canada

Environnement

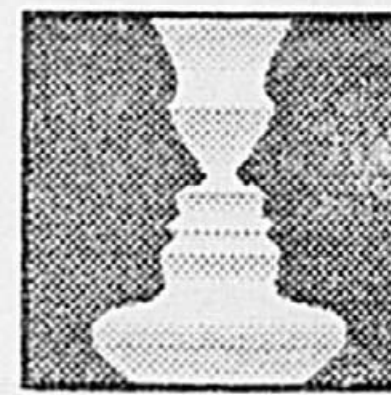


L'usine de pâtes et papiers sans effluent ne relève plus de l'utopie, selon M. Peter Gleadow, de la firme d'ingénierie vancouveroise H.A. Simons, impliquée dans un projet de

recherche conjoint avec Paprican (l'Institut de recherche sur les pâtes et papiers du Canada), et quelques autres entreprises canadiennes. Quelques années de recherche encore et on pourra construire une usine non polluante, dans laquelle tous les solides et les composés chimiques issus des phases de défilage et de blanchiment retournent à la bouilloire. Déjà, on a réussi à réduire considérablement depuis cinq ans les rejets d'organochlorés, la demande en oxygène et en eau.

L'ingénieur

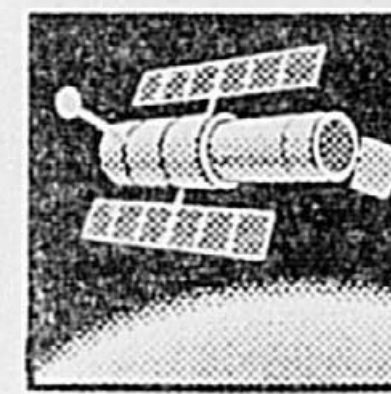
Psychologie



Un des signes les plus sûrs que Noël approche est le retour de reportages sur la dépression des Fêtes. Les congés seraient-ils un risque pour la santé publique? « Pas du tout », répond le chercheur James Hillard, de l'Université de Cincinnati, qui étudie depuis quelques années la supposée « misère émotive des congés » et le présumé « maximum de suicide autour du 25 décembre ». En réalité, les suicides sont relativement peu nombreux en décembre, a découvert M. Hillard, atteignant plutôt leur sommet en avril ou mai. Le scientifique convient que beaucoup de personnes souffrent à Noël d'épuisement, de solitude ou de problèmes familiaux accrus.

UCB Wellness Letter

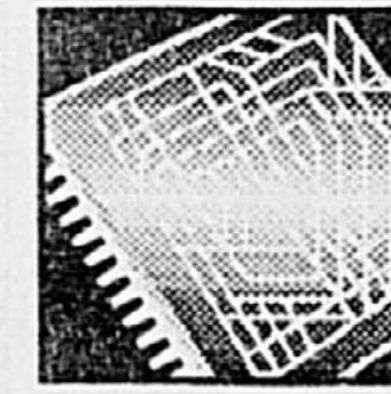
Espace



Un nouveau type d'étoiles semble naître d'une série de collisions stellaires à l'intérieur d'un amas globulaire de la Voie lactée, d'après Peter Stetson, de l'Observatoire d'astrophysique du Dominion, à Victoria, en Colombie-Britannique. A partir de données transmises par le télescope spatial Hubble et le télescope canado-franco-américain d'Hawaii, M. Stetson a identifié plusieurs étoiles jaunes dans l'amas globulaire M-15. Il a décrit cet amas comme étant un amoncellement serré d'étoiles « tout près de nous, à l'intérieur de notre galaxie, la Voie lactée ». Cette découverte pourrait expliquer pourquoi une intense lumière bleue sourd du centre de l'amas M-15, un phénomène qui intrigue les chercheurs depuis des années.

Presse Canadienne

Informatique



Trois vendeurs d'ordinateurs de la région d'Ottawa ont été reconnus coupables récemment d'avoir chargé des logiciels non autorisés sur le disque rigide de leurs ordinateurs à vendre. Ces jugements ont été rendus à la suite d'accusations portées par la GRC et d'un effort soutenu de l'Alliance canadienne contre le vol de logiciels. Les trois entreprises, Ali Computers de Nepean, Chivad Micro Tech de Gloucester et Ordinatek de Gatineau ont été condamnées à des amendes allant de 500 \$ à 2000 \$ par chef d'accusation et à la saisie du matériel informatique litigieux.

ACCVOL

Des chercheurs français tracent la première carte génétique de l'homme

CAROLE THIBAUDEAU

Une étape majeure vers la médecine du futur vient d'être franchie par une équipe de recherche française: une première carte génétique, imparfaite encore, couvrant près de 90 p. cent de l'ensemble de nos gènes. Les séquences génétiques connues à ce jour couvrent environ 2 p. cent du génome humain.

Cette carte, dite de « première génération », a été rendue disponible il y a quelques jours pour les chercheurs du monde entier, par les initiateurs du projet, les scientifiques Daniel Cohen, du Centre d'étude du polymorphisme humain (un organisme privé fondé par le Prix Nobel Jean Dausset), Ilya Chumakov, du laboratoire Généthon, et Jean Weissenbach, du Centre national de la recherche scientifique à l'Institut Pasteur.

Résultat de dix ans de travail d'une équipe internationale de 50 scientifiques, la carte devrait accélérer la découverte des gènes encore non identifiés des 4000 maladies génétiques connues, et suggérer de nouvelles stratégies au traitement du cancer, du sida, et d'autres maladies.

Comme Watson et Crick

Une lettre parue dans la prestigieuse revue britannique *Nature* cette semaine donne un aperçu des travaux des chercheurs, exactement comme la lettre de Watson et Crick, il y a 40 ans, résumait la découverte de la double hélice. (La double hélice d'ADN est la molécule de base de notre bagage génétique, le plan nécessaire à la fabrication de chaque individu.)

La cartographie du génome consiste à localiser, sur chacune des 23 paires de chromosomes humains, les 100 000 gènes qui président à la formation d'un individu: de la couleur des yeux à la compatibilité HLA (pour les dons d'organes), en passant par la propension à contracter le diabète ou la malaria.

Un gène peut contenir entre 50 000 et 2 millions de paires de bases. Les chromosomes diffèrent en taille mais ils peuvent contenir 150 millions de paires.

La totalité de l'ADN de nos chromosomes représente 3 milliards de paires de bases, et on dit que 5 p. cent environ sont utiles, car on en a repéré une copie sous forme d'ARN dans la cellule, signe qu'il y a « lecture » des « plans ». Sur les 5 p. cent, 1 p. cent commande la fabrication de structures et l'autre 4 p. cent sert à moduler cette construction, en qualité ou en quantité.

Comme Christophe Colomb

La première carte génétique est encore relativement grossière, donnant une image globale mais imprécise, un peu comme la carte du monde laissée par Christophe Colomb l'était par rapport à nos cartes dessinées à partir de données satellites.

Aussi, plutôt que de localiser chaque gène, la carte actuelle se présente comme une suite continue de fragments d'ADN bien identifiés, chaque fragment contenant plus d'un million de

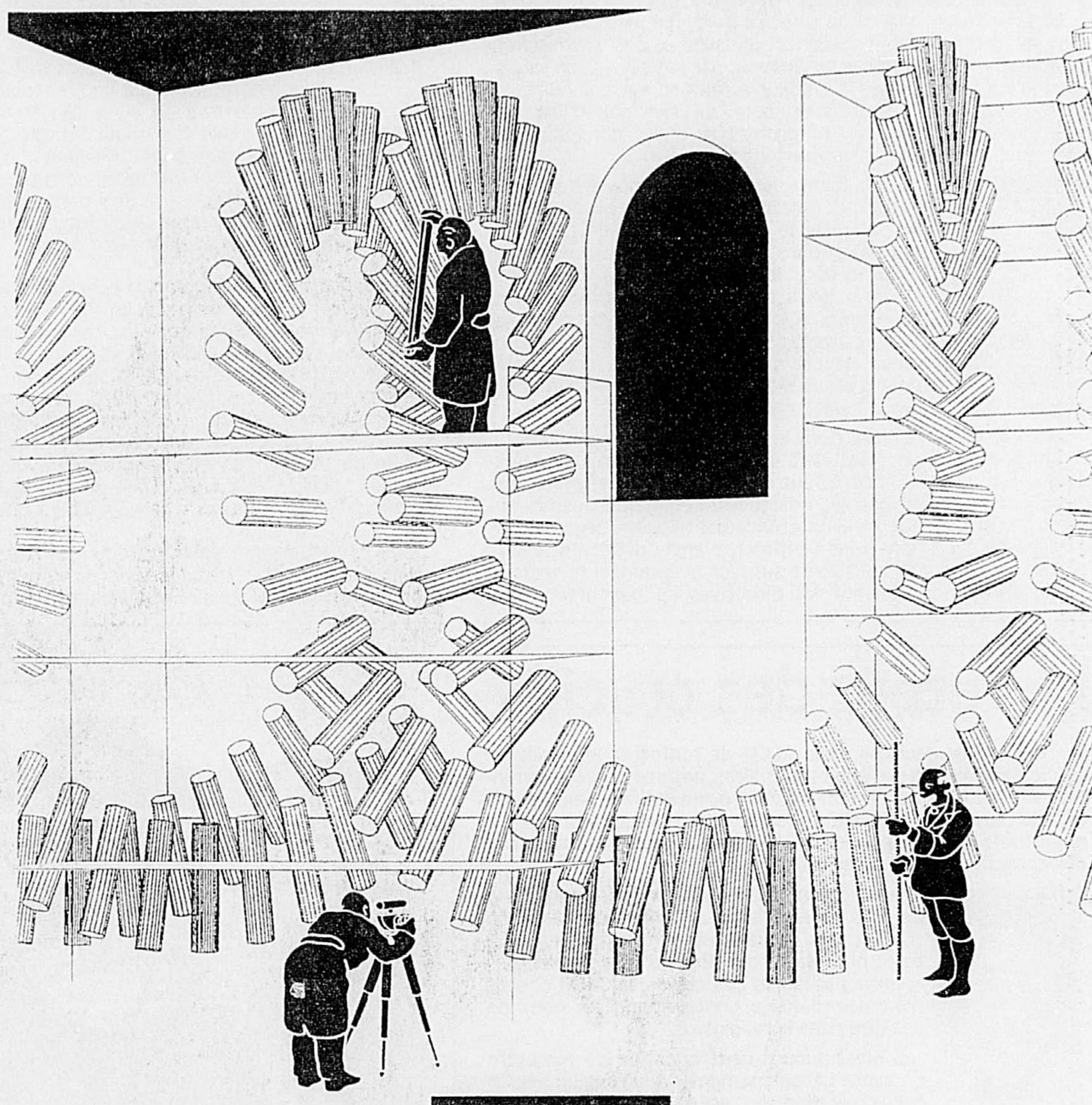


ILLUSTRATION: JARRO KONIKSKI

Un nouveau MONDE à explorer

paires de bases et pouvant donc contenir plusieurs gènes.

« Nous pensons que la carte est suffisamment bonne pour permettre d'accélérer l'identification des gènes des maladies, explique M. Cohen. Il faudra encore 15 ans pour atteindre une précision comparable à celle des satellites. »

La carte est diffusée par étape jusqu'au 31 décembre 93 (depuis mercredi), aux laboratoires du monde entier via le réseau Internet, le babillard électronique des scientifiques de la planète. Elle sera également publiée sous une forme condensée d'environ 300 pages, au début de 1994.

Chercheurs canadiens

Plusieurs chercheurs canadiens ont localisé des gènes, apportant chacun leur pierre à l'édifice du projet génome. Le docteur Ronald Worton, du Sick children hospital de Toronto et responsable du Programme canadien sur le génome humain, s'est distingué par la dé-

couverte du gène responsable de la dystrophie musculaire de Duchenne. Son collègue du même hôpital, le docteur Lap-Chee Tsui, a identifié celui de la fibrose kystique, sur le chromosome 7. Plus près de nous, le docteur Emil Skamene, de l'Hôpital général, a identifié la portion de chromosome responsable de la résistance à la tuberculose et le docteur Ted Bradley, de l'Institut du cancer de l'Université de Montréal, a localisé un gène, sur le chromosome 3, responsable de l'assimilation d'un dérivé de la vitamine A, gène manquant dans les cellules cancéreuses du poumon ou de l'ovaire.

« Si le génome avait déjà été séquencé, nous aurions pu faire en deux mois ce qui a demandé quatre ans de travail », a commenté le docteur Bradley au moment de sa découverte.

« Souvent, les gènes présentent des patrons de séquence caractéristiques de leur fonction. En fournissant cette fonction à l'ordinateur, ce dernier proposera aux chercheurs un éventail de

gènes susceptibles d'être celui qu'ils cherchent », explique Robert Cedergren dans un récent article de *Québec science*.

Pour mener leur projet à bien, les chercheurs français ont travaillé à partir de 30 000 clones (copies jumelles) de fragments du génome portés par des chromosomes artificiels de levures.

La méthode de cartographie est assez simple: elle consiste à fragmenter l'ADN, à cloner chaque fragment selon la technique YAC (pour *yeast artificial chromosome*: le fragment est intégré à l'ADN d'une levure, puis multiplié, puis on le caractérise au moyen de techniques qui l'identifient comme une empreinte digitale). On remplace les morceaux dans l'ordre au moyen des recoupements entre les segments.

Le Centre crée une Fondation d'Afrique qui sera chargée de transférer la technologie du génome aux organisations de recherche qui travaillent sur les maladies africaines, notamment la malaria.

70 ans à étudier le sol du Saint-Laurent et ses fossiles

CAROLE THIBAUDEAU

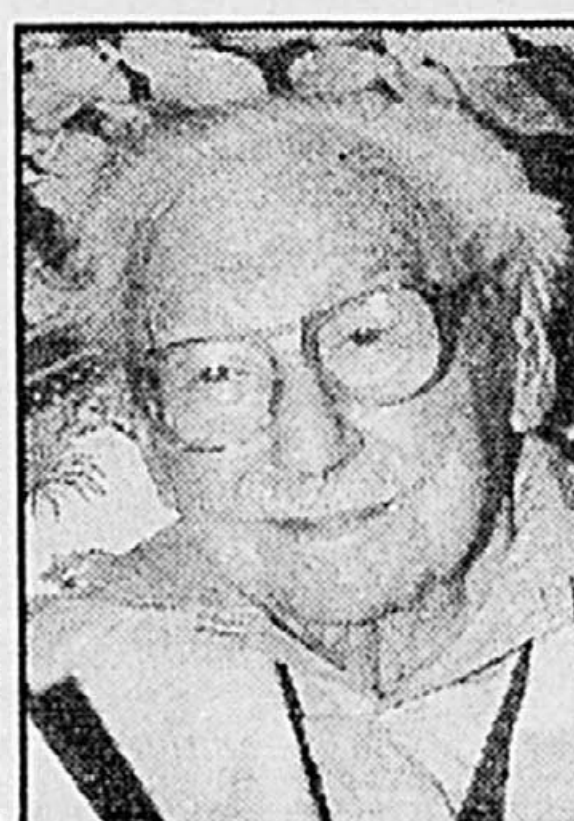
« Tant qu'il y aura une atmosphère sur terre, il y aura des vivants. Les hommes disparaîtront un jour. Il y aura d'autres êtres après eux. La vie est comme cela. »

Ce n'est pas Stephen Jay Gould qui parle, mais bien son ami Thomas Clark, devenu philosophe après 70 ans de géologie et de paléontologie, pendant lesquels il a écrit plusieurs pages de l'histoire ancienne du Québec.

Ce professeur, retraité depuis le mois de mai seulement, fête le 3 décembre son centième anniversaire de naissance, entouré d'amis et de collègues.

Le plus grand moment de sa carrière, selon lui, c'est 1924: jeune professeur à l'Université McGill, il organise une expédition magnifique, souvenir impérissable, au Schiste du Burgess, en Colombie-Britannique, le plus riche dépôt de fossiles au monde, le « Dysneyland » des paléontologistes.

« C'est un site unique, se rappelle-t-il encore avec plaisir. Sans comparaison possible avec ce qu'on trouve ailleurs. Les fossiles, surabondants, y sont extrêmement aplatis par le poids des couches géologiques. Il faut utiliser une fraise de dentiste pour séparer de très fines couches sans les briser. Et la conservation des spécimens est époustouflante. D'habitude, la roche a pris la forme des os ou de la coquille. Mais au Burgess, on voit même la forme des organes internes, pommons ou système digestif ».



Thomas Clark

C'est là aussi qu'il rencontre le docteur Charles Walcott, découvreur de ce site extraordinaire et peu après secrétaire de l'Institution Smithsonian.

De cette visite, Thomas Clark rapporte de nombreux spécimens qui se trouvent au musée Redpath.

L'année précédente, une thèse sur les

graptolites (fossiles d'invertébrés marins) des schistes de Lévis consacre définitivement son intérêt pour le sud du Québec, plus particulièrement pour les terres basses du Saint-Laurent, dont il a passé plus de trente ans à décrire les caractéristiques géologiques.

Outre ses activités de chercheurs, son talent de professeur a laissé une empreinte profonde. « Je ne suis jamais aussi heureux que devant une classe », confiait-il récemment à un journaliste du *McGill Reporter*. Un de ses premiers élèves confirme ce don, dans une carte qu'il lui écrit pour son centième anniversaire: « Vous m'avez pris dans la géologie comme une mouche dans la résine. »

Officiellement retraité en 1964, il a poursuivi des activités quotidiennes au

Redpath et au département de géologie de McGill, jusqu'en mai dernier.

Si on lui demande ce qui a changé en géologie, depuis ses débuts? « Tout change sans cesse. Quand j'ai commencé, j'enseignais au département de géologie. Maintenant, cela s'appelle le département des sciences de la terre et des planètes. C'est dire si notre champ s'est étendu. »

Le laboratoire et le musée lui manquent-il, maintenant? « Oui, bien sûr. Mais je prend la vie comme elle vient », dit-il avec un clair sourire. Il parle avec fierté de sa fille, avocate et présidente d'une prestigieuse association internationale. Il caresse au passage ses trois chiens: Jessy, Contessa et Peper, « tous adoptés de la SPCA, précise-t-il. Aucun n'a été acheté ». Et il lit. Sur le divan du salon, un livre sur les dinosaures... « Un cadeau, pour mon centième anniversaire ».

L'ACTIVITÉ FAMILIALE PAR EXCELLENCE PENDANT LE TEMPS DES FÊTES ET L'OCCASION D'AIDER LES PLUS DÉMUNIS

Un spectacle éblouissant et émouvant racontant l'histoire de la Nativité avec des personnages et animaux vivants.

Tous les jours du 23 décembre au 2 janvier, de 13 h à 19 h inclusivement (interruption de 17 h à 18 h). En tout temps, vous pouvez apporter vos dons. Entrée libre.

LE VIEUX-PORT DE MONTRÉAL

EN COLLABORATION AVEC L'ACCUEIL BONNEAU ET LA SOCIÉTÉ DE SAINT-VINCENT-DE-PAUL



La Presse

MOULON

DRY

PEPSI

Canada

Champs démarés

LETTRE

QUAI JACQUES-CARTIER

INFO: (514) 496-PORT

Éditorial

Une chicane dont le Québec ne sort pas grandi

Rarement le Québec aura eu l'air aussi fou que dans la guerre commerciale qui l'oppose à la province voisine. Pour réagir à la loi de Queen's Park, qui interdit maintenant au secteur public ontarien d'accepter des soumissions d'entreprises québécoises, le Québec, par la voix de son ministre de l'Industrie, Gérald Tremblay, a d'abord menacé l'Ontario de représailles, a ensuite demandé l'intervention d'Ottawa, pour finalement capituler et promettre d'éliminer les politiques québécoises qui mécontentent nos voisins.



Sur la forme, le Québec se couvre de ridicule. On ne brandit pas les armes quand on est prêt à agiter le drapeau blanc. Le Québec se place ainsi dans une position de vulnérabilité extrême dans les négociations à venir avec l'Ontario. Mais surtout, nous avons l'air fou sur le fond. Si le Québec, après avoir dénoncé l'intransigeance de l'Ontario à qui mieux mieux depuis des semaines, se rend finalement à ses exigences, c'est que, fondamentalement, l'Ontario avait, hélas!, raison.

Il faut critiquer la façon dont le gouvernement Rae, erratique et impopulaire, aux prises avec un chômage élevé, s'est lancé dans cette guerre sainte. Il faut critiquer le ton hargneux des représentants ontariens, les critiques à l'égard du Québec qui frisent l'insulte, le degré d'émotivité qui dépasse largement la querelle et qui catalyse les sentiments anti-québécois. Il faut s'interroger sur l'enthousiasme suspect avec lequel le secteur public ontarien a appliqué les directives de boycottage des

entreprises québécoises et sur le fait que même le secteur privé ait emboîté le pas. Il est clair que le gouvernement Rae a trouvé là un thème politiquement rentable.

Mais il n'en reste pas moins que cette surenchère, et la colère qui l'a engendrée, reposent sur un très solide fond de vérité. Dans le cas de la construction, il est clair qu'il y a un déséquilibre: les travailleurs québécois peuvent aller en Ontario, alors que la réciproque n'est pas vraie. D'ailleurs, le Québec, sans insister, a profité de la loi 142 pour corriger les choses. Mais, pour les Ontariens, la construction n'était qu'un prétexte: le vrai contentieux, c'étaient les politiques d'achat québécoises qu'ils disaient discriminatoires à leur égard.

Le Québec applique toujours la politique d'achats, introduite par le gouvernement Lévesque, en 1977, qui consiste à privilégier les soumissionnaires dont la principale place d'affaire est au Québec. Une soumission québécoise a préséance tant que son prix ne dépasse pas de 10% la soumission d'un non-Québécois. Cet avantage, pour les achats du gouvernement et de ses réseaux, a été introduit pour limiter la pénétration ontarienne au Québec à une époque où les entreprises québécoises avaient besoin de ce coup de pouce pour se développer. La mesure répondait aussi à d'autres types de barrières, qui limitaient l'accès des Québécois aux marchés publics ontariens.

Mais ça ne tient plus. Manifestement, les entreprises québécoises jouissent d'un très solide accès au marché ontarien. On en a eu la preuve la plus éclatante, ce mois-ci, en découvrant

que le boycott ontarien, selon les manufacturiers québécois, les privait de dizaines de millions en contrats.

Nous avons à cet égard une position de principe claire: le protectionnisme entre les provinces, sous toutes ses formes, est indéfendable. Il est aberrant qu'un pays qui s'ouvre au monde se tire dans le pied en créant des frontières intérieures.

Et ce n'est pas parce que c'est le Québec qui est le plus fautif que nous allons passer l'éponge. Au delà des principes, il faut également faire preuve d'un peu de cohérence. On ne peut réclamer l'accès au marché ontarien si nous refusons aux Ontariens accès à notre. On ne peut non plus s'indigner des manœuvres politiques de nos voisins tout en gardant un silence pudique sur nos propres manquements.

Et voilà pourquoi le ministre Tremblay, même si cela le met dans une position inconfortable, a raison de mettre nos politiques d'achat sur la table et d'accepter de les remettre en cause dans le cadre de la négociation d'un vrai libre-échange inter-provincial. Il aurait d'ailleurs dû le faire plus tôt.

Tout n'est cependant pas réglé. Le dossier ontarien n'est pas sans tache, notamment parce que ses appels d'offres ne sont pas facilement disponibles et que les entreprises québécoises ne peuvent pas alors soumissionner. L'absence d'information adéquate, dans ce cas, est une barrière indirecte. Si le Québec ouvre son jeu, l'Ontario doit ouvrir le sien. Et c'est là que l'on verra si l'Ontario était sincère dans son désir d'éliminer les barrières inter-provinciales.

Alain DUBUC

Le retour des crucifix

La récente décision de la CÉCM de renforcer le caractère catholique de ses écoles primaires, adoptée avec une mince majorité par le Conseil des commissaires, dénote une fois de plus la dichotomie qui existe entre le pluralisme et la pluriethnie des écoles montréalaises et l'intégrisme religieux des commissaires de la majorité.



Au moment même où les enseignants, les parents et les décideurs n'ont cessé de trouver des moyens et d'inventer des solutions nouvelles pour améliorer la qualité des résultats scolaires des élèves, la CÉCM choisit d'investir dans la confessionnalité, pour ne pas dire dans la religiosité.

Il n'est aucunement question de remettre en cause l'enseignement de la religion versus celui de la morale. C'est une question de choix personnel des parents. Ni d'entrer dans le débat qui entoure l'implantation de commissions scolaires linguistiques sur l'île de Montréal, en juillet 1996. Mais de s'interroger sur le bien-fondé de l'adoption du rapport intitulé «L'éducation catholique au primaire».

Parmi les 65 recommandations, il en est à vous faire dresser les cheveux sur la tête, si l'on a le moindre des deux pieds sur terre. Ainsi, la hausse du budget pour l'achat de matériel didactique, l'augmentation du nombre d'heures en enseignement religieux si l'animation pastorale se donne uniquement pendant les cours de religion, etc... Ces recommandations ne résultent certainement pas de vœux émis par les directions d'écoles, déjà fort occupées à composer avec les programmes imposés, les enseignants et les élèves.

Même si c'est dans la controverse et après un long débat que ce rapport a été adopté, cette décision devrait servir de sonnette d'alarme pour les parents. Voilà où conduit la participation anémique de 15 p. cent des citoyens aux élections scolaires et le refus de la majorité des parents pluralistes de s'engager au sein des comités de parents.

Ce manque d'implication laisse toute la place aux parents catholiques intégristes qui s'empressent de novauter toutes les instances, du comité de parents jusqu'aux postes de commissaires. A ne pas oublier, lors des prochaines élections scolaires, l'automne prochain.

Claudette TOUGAS

L'AFFAIRE BARNABÉ



DROITS RÉSERVÉS

La boîte aux lettres

Le Canada, terre d'accueil

Depuis quelques semaines, tous les journaux parlent d'un incident qui s'est produit au palais de justice de Longueuil: alors qu'il siégeait, un juge de la Cour municipale a demandé le départ de la salle d'audience d'une femme qui refusait de se dévoiler.

La décision de ce juge a causé un véritable «tollé» dans la communauté musulmane, suivie de commentaires très défavorables de membres prestigieux, d'organisations toutes aussi prestigieuses.

C'est, paraît-il, une question de religion. Quoique, d'après certains articles, les membres de la communauté musulmane soient divisés à ce sujet.

Je ne me permettra pas ici de juger l'action du juge pas plus que des réactions qu'elle a suscitées. Le sujet est très complexe et, ne connaissant bien de religion que la mienne, il m'est impossible d'en débattre. Cependant, je prends l'occasion de cet incident regrettable pour exprimer une opinion, laquelle n'est pas directement liée au sujet mentionné plus haut.

Si je ne suis pas musulmane, je suis une femme et une immigrante. Mes amis viennent des quatre coins du monde et nous partageons tous le même avis. A savoir que lorsque l'on décide, pour différentes raisons, d'immigrer dans un nouveau pays, nous devons respecter les lois, les coutumes et les traditions de notre terre de prédilection. Malgré la crise économique que nous subissons, je ne crois pas, actuellement, qu'il y ait beaucoup d'autres endroits où il fasse «meilleur vivre» qu'au Canada. Peu de nations sont plus tolérantes que le Canada en matière d'immigration. Divers programmes télévisés qu'il est inutile de nommer en ont fait état. Il y a des immigrants qui profitent largement de tout ce que le Canada peut offrir et qui, en plus, déplorent qu'ici, ce ne soit pas exactement comme «chez eux». S'ils ne connaissent pas le sens du mot «reconnaissance», il faut le leur apprendre. Beaucoup de livres révèlent, d'après

des expériences vécues, qu'il est tout à fait impensable pour des étrangers et des étrangères de vivre dans certains pays sans en suivre strictement les lois et les règlements sous peine de châtiement corporel ou d'expulsion immédiate.

Abhorrant toute forme de violence, je reconnais néanmoins qu'il est tout à fait naturel de respecter les coutumes et les traditions du pays qui nous accueille. Si cela m'est impossible, je reste chez moi. Agir différemment ne peut occasionner que malentendus et frictions, qui rendent impossible l'établissement de bonnes relations, et pire, qui conduisent au racisme. D'autre part, dans l'intimité de mon foyer, je n'accepte pas que l'on me dicte mon comportement ni qu'à l'extérieur, on opprime ma foi.

En cette ère de mondialisation, l'éducation, qui mène à la connaissance de différentes cultures, la patience et la tolérance sont tout à fait nécessaires si nous voulons tous sortir gagnants de ce grand chambardement.

Hélène CRESCENT
St-Laurent

Construction: il faut «imposer» la démocratie

Pour avoir oeuvré à titre de négociateur patronal dans l'industrie de la construction, pendant près de dix ans, et avoir été écorché par la Commission Cliche pour «inconvenance», je me permets de réitérer mon opinion d'alors, à l'effet que tant et aussi longtemps que la démocratie ne sera pas imposée aux organisations syndicales dans ce secteur, on n'y aura jamais la paix et toute intervention gênante de l'Etat mènera à des confrontations.

Il faudrait être dupe ou totalement naïf pour ne pas voir dans cette violence un moyen pour les permanents syndicaux de maintenir leur empire et leur capacité financière en se battant éperdument pour ne pas perdre des membres. A preuve, la FTQ Construction, pratiquement absente dans le secteur résidentiel (sauf dans les régions



Le vote des 2/3 des membres devrait être requis pour toute déclaration de grève dans la construction.

éloignées) ne semblait pas très chaude à participer au récent conflit auquel nous avons assisté.

N'est-il pas scandaleux qu'à peine 300 membres syndiqués de la CSN, dans un vote à main levée et après avoir été chauffés à blanc par quelques permanents de la centrale, aient pu décider d'une grève pour quelque 6 000 autres syndiqués CSN de la même industrie.

Les «gars de la construction» sont, en général, loin d'être des voyous. Si vous les connaissez un peu, ils sont particulièrement sympathiques et d'un pragmatisme rare. Ils ne veulent que gagner honorablement leur vie en utilisant leurs bras pour travailler.

La recette, pour mettre un terme à cet éternel problème, est pourtant simple:

— Exiger que la réglementation syndicale impose le vote des 2/3 des membres pour toute déclaration de grève et que ce vote se tienne secrètement.

— Que soit établie la présomption de culpabilité des centrales syndicales, lors d'incidents causant des dommages à la propriété, si ces organismes ne font pas tous les efforts raisonnables pour les éviter, particulièrement par le biais de dénonciations publiques.

— Que l'Etat prenne charge des poursuites dans les cas de grèves contre tout individu et/ou syndicat soupçonné de méfaits publics et que ces poursuites ne puissent être retirées par la Couronne en aucun cas. (On sait que les malfaiteurs s'en tirent toujours, puisque leur syndicat en fait habituellement une condition de retour au travail.)

— Que la syndicalisation obligatoire soit abolie.

— Que le monopole syndical soit reconnu par secteur d'activité de l'industrie de la construction comme l'a été celui du côté patronal, établissant ainsi une négociation de un à un. (Un vote universel par courrier pourrait déterminer, à intervalle régulier, quelle centrale représente quel secteur.)

Voilà de vieilles idées qui datent de plus de 20 ans mais qui semblent être encore de brûlante actualité.

Jean LeBON
Conseiller en relations
industrielles

Condoms ou préservatifs?

Ah! ces «cons d'hommes» qui refusent de porter des condoms (à prononcer de la même manière que les deux mots entre guillemets) dans des situations que la pudeur m'interdit de décrire.

Pourquoi la Régie de la langue française, si soucieuse du bien parler, n'a pas réagi face à l'hypercorrection — comme diraient les linguistes — que font les locuteurs, lorsqu'ils prononcent le mot condom? C'est le docteur anglais Condom qui a donné son nom à ce préservatif. Le «m» doit être prononcé. Tous les dictionnaires consultés et particulièrement le *Petit Larousse*, édition 1993, page 256, nous indiquent, si l'on se fie à la lecture phonétique, que ce mot doit être prononcé de la manière suivante «K d m».

Le mot préservatif est employé dans toute la francophonie. Pourquoi ne pas l'utiliser? Il a les mêmes vertus.

Djamel BENEKHELF
Dollard-des-Ormeaux

Casinos: attention!

M. André Vallerand,
ministre du Tourisme.

Après avoir décidé de régler les problèmes financiers de la province en encourageant les jeux avec un casino, vous projetez d'investir encore des dizaines de millions pour l'agrandir, seulement après deux mois d'opération.

Quand on pense que votre gouvernement ne peut pas disposer de trois millions pour acheter l'ancien chemin du petit train du nord, dans les Laurentides, — nous attendons depuis des années — pour le transformer en parc linéaire, qui offrirait la possibilité de jour du plein air à des milliers de personnes, vraiment il y a de quoi se décourager!

Pas aussi payant qu'une maison de jeu, me direz-vous!

Mais avez-vous calculé l'impact touristique qu'une piste de 200 Km à travers notre magnifique région pourrait avoir? Les Américains, avec leur «Rail to Trail», multiplient les parcs linéaires et ils en profitent, soyez-en assuré.

Mais, pour en rester au casino, je voudrais vous parler de celui d'Adélaïde, en Australie, que j'ai eu l'occasion de visiter, il y a deux ans, pendant un voyage dans ce pays.

Les autorités ont commencé en lion, avec clients en vestons-cravates et souliers lustrés. Le succès quoi! Deux ans après, jeans, souliers de course et chemises, peu importe la couleur (pas de T-shirts encore), étaient les bienvenus. Il fallait bien, puisqu'on constatait alors un trou de deux millions de dollars!

Avec d'autres casinos qui se profilent à l'horizon, pas loin de Montréal, pensez-y bien avant d'embarquer le Québec dans une autre grosse dépense!

Sortez plutôt d'autres «gratteux» à Loto-Québec. Ça rapporte et ça coûte moins cher!

Franco CAVEZZALI
Val-David

DEPECHEES

SOMALIE

Italie-USA

Le ministre italien de la Défense Fabio Fabbri a demandé hier que l'ONU prenne une « initiative exceptionnelle » pour réconcilier les factions somaliennes. Il a présenté cette requête au chef d'état-major interarmes américain, le général John Shalikashvili, en visite à Mogadiscio. « J'ai exprimé au général Shalikashvili notre crainte d'assister à de nouveaux affrontements après l'échec de la conférence intersomaliennne d'Addis Abeba », a dit Fabbri. Selon lui, « l'initiative exceptionnelle » de l'ONU serait soit une autre rencontre entre toutes les parties, à New York ou à Genève, soit la nomination d'un médiateur. L'Alliance nationale somaliennne (SNA) du général Farah Aidid accusait entre-temps l'ONUSOM de maltraiter ses dirigeants et militants détenus.

AZERBAÏDJAN

Visite-France

Le président Gueïdar Aliev est arrivé hier à Paris en visite de travail de trois jours durant laquelle il signera avec le chef de l'État, François Mitterrand, un traité d'amitié, d'entente et de coopération. Il apposera sa signature sur la Charte de Paris de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE). Il rencontrera le ministre des Affaires étrangères Alain Juppé, le président du Sénat René Monory, le directeur de l'UNESCO Federico Mayor, et des chefs d'entreprise membres du Conseil du patronat. Le Forum des Associations arméniennes de France a protesté contre la visite en affirmant que « l'Azerbaïdjan bloque le processus de paix » dans le conflit du Nagorny-Karabakh.

AFGHANISTAN

Combats-Tadjikistan

Le président Burhanuddin Rabbani est arrivé hier au Tadjikistan pour trois jours de visite officielle centrée sur la question du retour des 50 000 réfugiés tadjiks. Le premier ministre tadjik, Abdoumalik Abdouladjanov, a démissionné samedi soir au cours d'une session extraordinaire conjointe du Parlement et du Conseil des ministres à Douchanbé. Cette décision serait motivée par des dissensions avec le président du Parlement Enomalik Rakhmonov sur le cours de la politique économique. À Kaboul entre-temps, les forces du premier ministre Gulbuddin Hekmatyar s'emparaient d'une colline stratégique après de violents combats avec les troupes du ministère de la défense fidèles au tadjik à Ahmed Shah Massoud.

ETHIOPIE

Démocratie-conférence

Des mouvements d'opposition réunis en « Conférence de paix et de réconciliation » à Addis-Abeba ont accusé hier le gouvernement de créer un climat néfaste à l'évolution du pays vers une véritable démocratie. Selon Taye Assera, porte-parole de la conférence de cinq jours qui s'est ouverte samedi, les délégués ont reproché au régime de transition de se montrer incapable d'assurer le respect des droits de l'homme. Ils ont rejeté le résultat des élections régionales de juin 1992, remportées par le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) au pouvoir. « Ces élections n'étaient pas libres, elles visaient à renforcer le FDRPE et à faire échouer la démocratisation », a-t-il dit.

COMORES

Elections reportées

Le second tour des législatives aux Comores a été annulé hier au dernier moment sur l'ensemble de l'archipel de l'océan Indien. Aucune explication officielle n'a été donnée mais l'annulation semble liée à deux candidats gouvernementaux qui demandaient le report du scrutin dans la capitale, Moroni. Les résultats du 1er tour, qui s'était déroulé dans le calme dimanche dernier, n'ont pas été rendus publics. Des observateurs estiment que le pouvoir est voué à sortir minoritaire du scrutin, ce qui condamnerait le président Djohar à une difficile cohabitation avec l'opposition. Ces législatives ont déjà été reportées quatre fois.

LOCKERBIE

Libye blanchie ?

Un important témoin dans l'enquête sur l'attentat contre un avion de la PanAm qui s'était écrasé (270 morts) en décembre 1988 à Lockerbie, en Écosse, est revenu sur ses déclarations accusant la Libye, selon le *Sunday Times* qui affirme l'avoir rencontré. Edwin Bollier, directeur d'une petite entreprise d'électronique située à Zurich, avait affirmé aux enquêteurs qu'il avait fourni en 1985 à la Libye le type de minuteur pour faire exploser la bombe. Dans une interview au *Sunday Times*, Bollier dit avoir plutôt « donné des échantillons au service électronique (de son entreprise) pour vente au ministère de la Défense est-allemand d'alors ».



Un soldat israélien cherche à repousser deux Palestiniennes qui lui demandent de relâcher un jeune Palestinien arrêté pour avoir lancé des pierres à Gaza. Ci-dessous, un étudiant islamiste, une pierre dans une main et ses livres dans l'autre, invective des soldats israéliens en position sur le toit d'un immeuble.

PHOTOS AP



Impasse totale après les entretiens d'Oslo

d'après Reuter et AFP OSLO

Israël et l'OLP ont achevé hier deux journées de négociations secrètes à Oslo en convenant de se revoir pour discuter des moyens d'appliquer l'accord Gaza-Jéricho, a-t-on appris auprès du ministère norvégien des Affaires étrangères.

« Les délégations sont rentrées chez elles pour consultations et se reverront dans les prochains jours », a déclaré Sverre Bergh Johansen, haut fonctionnaire du ministère.

« Une liste de thèmes a été abordée et beaucoup de propositions ont été présentées », a-t-il ajouté.

Ces discussions, auxquelles participaient le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres, et les délégués de l'OLP Yasser Abed-Rabbo et Abou Ala, visaient à lever les obstacles à la mise en oeuvre de l'accord d'autonomie palestinienne dans la bande de Gaza et à Jéricho. Aucune des

deux délégations n'a voulu hier s'adresser aux médias.

Elle devait préparer un nouveau sommet entre le chef de l'OLP Yasser Arafat et le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, qui se sont rencontrés le 12 décembre sans parvenir à un accord.

Israël a réaffirmé hier son refus d'un compromis sur la question des frontières des régions autonomes, dont il refuse de laisser le contrôle aux Palestiniens.

« Le gouvernement fait bloc derrière le premier ministre (Yitzhak Rabin). La sécurité extérieure est une question-clé sur laquelle nous ne transigerons pas. Si elle reste aux mains d'Israël, cela pavera la voie à un compromis dans les autres domaines », a dit à la sortie de la réunion du cabinet, le ministre de l'Intégration Yair Tsaban.

Arafat propose des patrouilles communes de l'armée israélienne, de policiers palestiniens et d'une « force internationale » le long des « frontières » de l'autonomie. Il exige aussi d'avoir en charge les ponts du Jourdain et le poste-frontière de Rafah.

Rabin a dit pour sa part qu'il voulait s'assurer qu'un nouveau sommet avec Arafat sera fructueux avant de le rencontrer. « À Oslo et ailleurs, je procède à des vérifications pour m'assurer qu'une rencontre (avec Arafat) ne se termine pas sans résultats », a-t-il affirmé à la radio militaire israélienne.

Les négociations d'Oslo sont « une mise en scène pour que l'OLP accepte les conditions israéliennes », estime toutefois le commandement commun des Fronts démocratique et populaire de libération de la Palestine, membres de l'OLP.

Dans un communiqué diffusé à Damas, le FDLP de Nayef Hawatmeh et le FPLP de Georges Habache estiment que « la réunion d'Oslo prouve que les discussions sont dans l'impasse, et elle est un prélude à de nouvelles concessions palestiniennes ».

« Les partisans d'Arafat savent très bien que ces discussions se termineront par une acceptation de toutes les conditions d'Israël », ajoute le communiqué qui réclame « un referendum sur l'accord » du 13 septembre sur l'autonomie commençant à

Gaza et à Jéricho, en Cisjordanie.

À Gaza, des hommes masqués ont tué dans la nuit de samedi trois Palestiniens, a-t-on indiqué de source palestinienne. Par ailleurs, un ouvrier palestinien était grièvement blessé près de Tel-Aviv par deux civils israéliens qui ont réussi à prendre la fuite, selon la police israélienne. L'armée israélienne annonçait de son côté que l'aviation avait lancé hier un raid contre une base du Hezbollah dans le sud du Liban.

En Israël enfin, l'ancien grand rabbin et général de réserve Shlomo Goren, a exhorté hier les soldats à refuser d'obéir à tout commandement qui leur demanderait d'expulser les colons juifs des territoires palestiniens. « Ils doivent refuser d'obéir », a-t-il déclaré au micro de *Radio-Israël*.

Le ministre du Logement l'a accusé d'inciter les soldats « à la rébellion ». « C'est un acte de sédition passible de la Cour martiale », a-t-il dit. De son côté, le ministre de la Justice a dit que les autorités allaient envisager une réponse.

REPÈRES

Russie: tractations pour un puissant bloc conservateur

JEAN RAFFAELLI de l'Agence France-Presse

MOSCOU

La création d'un puissant bloc conservateur au Parlement russe dépend de quelques personnalités centristes ou de droite autour desquelles s'organiserait l'opposition aux réformateurs, avec ou sans les ultra-nationalistes de Vladimir Jirinovski.

Parmi ces ténors, Nikolai Travkine, ennemi politique personnel du président Boris Eltsine, devrait disposer au sein de son Parti démocratique de Russie (PDR-centriste) de 22 députés à la Douma, parmi lesquels le réalisateur de cinéma Stanislav Govoroukhine, très populaire dans le pays.

Le cinéaste, auteur de « la Russie que nous avons perdue » et « Nous ne pouvons plus vivre ainsi », n'avait pas mâché ses mots le mois dernier contre le chef de l'État, en dénonçant publiquement le projet de « Constitution taché de sang ».

Travkine et Govoroukhine ont affirmé récemment au cours d'une rencontre avec la presse être prêts à entretenir des contacts avec « des communistes comme Guennadi Ziouganov », leader du Parti communiste de Russie, mais « pas avec les vrais communistes, Boris Eltsine et Egor Galdar (premier vice premier ministre) en tête ».

La formation de Ziouganov et le Parti agraire de Mikhaïl Lapchine, deux personnalités assez ternes aux yeux de la population, ont déjà entamé en fin de semaine des tractations avec Travkine pour trouver des possibilités de collaboration. Les deux parties sont tombées d'accord pour agir conjointement à la création de structures et de commissions à l'Assemblée, a indiqué *Interfax* samedi. Sur la question d'une alliance avec le PLD, Travkine est resté discret.

Le paradoxe est que Lapchine et Ziouganov sont peu connus du grand public malgré la puis-

sance de leurs blocs, respectivement 68 et 49 députés, selon les derniers chiffres disponibles, sur 450 sièges à la Douma au total. Le Parti libéral-démocrate (PLD) de Jirinovski obtiendrait quant à lui 74 sièges, face à une centaine pour Le Choix de la Russie, gouvernemental.

Une autre personnalité influente qui ne manquera pas de faire entendre sa voix sur les bancs de l'Assemblée est Sergueï Babourine, un nationaliste de 35 ans très actif dans son combat au sein de l'ex-Soviet suprême, où il dirigeait la fraction « Russie », contre la politique des réformes menée par le gouvernement.

Babourine, élu député à Omsk (Sibérie) au scrutin majoritaire, a annoncé au cours d'une conférence de presse vendredi qu'il entendait ouvrir pour la création d'un « Grand front patriotique » face aux réformateurs et qu'il était prêt à avoir des relations avec toutes les formations conservatrices, sans exclure le PLD.

Bon orateur, très connu par ses multiples prises de position, Babourine a donné le ton du prochain combat qu'il veut mener à la Douma lorsqu'il a annoncé vouloir porter à l'Assemblée la question de la validité de la Constitution qui a recueilli, selon lui, « beaucoup moins de 50 p. cent des suffrages des inscrits » au referendum du 12 décembre. Avant lui, les communistes avaient fait la même proposition.

Babourine s'est allié dans son futur combat à Viktor Alksnis, un ex-député ultra-conservateur, également connu du grand public, et un des ténors du Front de salut national (FSN) interdit par Boris Eltsine lors de la crise d'octobre.

Andrei Kozyrev, ministre russe des Affaires étrangères, a fait part entre-temps à son homologue allemand Klaus Kinkel, en visite de 24 heures à Souzdal, de son inquiétude face à un risque d'isolement international de la Russie après la victoire de l'extrême-droite aux législatives de la semaine dernière.

Kozyrev a demandé à Kinkel que l'Allemagne continue de soutenir le processus de réforme en Russie. L'entourage d'Eltsine redoute en effet qu'en raison de la victoire des ultra-nationalistes en Russie, l'attention se porte désormais davantage vers l'Europe centrale et orientale.

Représailles de la Chine contre la Grande-Bretagne

d'après AFP HONG KONG

Les investissements britanniques dans la province de Canton, le Kuang-tung, vont pâtir de la crise dans les relations sino-britanniques sur Hong Kong, a averti le gouverneur de cette province frontalière de Hong Kong, cité hier par la presse de la colonie britannique.

« On ne peut pas séparer la coopération économique entre la Chine et la Grande-Bretagne de la coopération politique, et les investissements dans cette région seront inévitablement affectés par les derniers développements », a déclaré Zhu Senlin.

Selon la presse de samedi, le maire de Canton, la capitale du Kuang-tung, Li Ziliu, a déclaré que le différend sino-britannique sur Hong Kong avait fait perdre aux industriels britanniques 80 p. cent des contrats qu'ils auraient sinon remportés pour la construction du métro de la ville.

Pékin avait annoncé jeudi dernier la rupture des pourparlers sino-britanniques sur la démocratisation de Hong Kong, qui doit revenir à la souveraineté chinoise en 1997.

Cette rupture est intervenue après la présentation, mercredi, par le gouverneur de Hong Kong, Chris Patten, d'un projet de réforme électorale au Parlement de la colonie auquel s'oppose Pékin. Le projet prévoit une démocratisation pour des élections locales l'an prochain et en 1995.

« Les relations sino-britanni-

ques seront gravement affectées, notamment la coopération économique et commerciale », avait déclaré jeudi le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Wu Jianmin. Deux sociétés britanniques étaient retenues pour le système de ventilation du métro de Canton et l'électrification de ses tunnels.

La Chine a déjà exclu les sociétés françaises de la construction du métro après que Paris eut vendu des chasseurs *Mirage* à Taiwan au début de l'année.

Taiwan et la Chine ne sont parvenus entre-temps à aucun résultat concret pour tenter de régler la question des pirates de l'air déviant des avions chinois sur l'île nationaliste au deuxième jour de leurs entretiens, hier. Chaque partie a cependant fait état de progrès. Neuf avions ont été détournés sur Taiwan depuis avril dernier.

Au cours de ces discussions, les premières menées par une délégation chinoise de haut rang à Taipei en plus de 40 ans, les deux parties se sont dites d'accord pour mettre en place un comité d'arbitrage chargé de résoudre les conflits opposant les Taiwanais aux Chinois du continent en matière de pêche.

Les délégués de la Fondation pour les échanges dans le détroit de Taiwan (SEF, Taiwan) et de l'Association pour les relations dans le détroit de Taiwan (ARATS, Chine) ont accepté le principe que les pirates de l'air agissant pour des motifs politiques, militaires et religieux ne seraient pas rapatriés.

Clinton songe à des sanctions contre la Corée du Nord

d'après Reuter et AFP HONG KONG

La Corée du Nord possède plusieurs bombes atomiques et a le moyen de s'en servir, affirme un journal de Hong Kong.

Le *Sunday Morning Post*, dans un article daté de Pékin, déclare que ses sources d'information sont deux diplomates européens de haut rang en poste dans la capitale chinoise, qui viennent de revenir de Pyongyang, capitale de Corée du Nord.

Cet article apparaît au moment où les États-Unis disent vouloir

instaurer un embargo pétrolier contre la Corée du Nord si les négociations pour amener Pyongyang à accepter des inspections nucléaires n'aboutissent pas.

« Si la Corée du Nord rejette les efforts américains pour régler cette question par la négociation, des sanctions internationales pourraient être envisagées », a en effet annoncé hier à Washington le chef du personnel de la Maison blanche, Thomas McClarty.

« À notre avis, la Corée du Nord a la capacité de fabriquer de l'uranium enrichi et du graphite extrait en Corée du Nord même, et a mis au point plusieurs petites

bombes. Nous avons établi également que des sites d'essais de ces bombes existent déjà », a déclaré le journal de Hong Kong, citant l'un des diplomates.

Le « site d'essai secret de Corée du Nord, en forme de cratère, se trouve sur la rive de la rivière Kuryong », non loin d'un réacteur nucléaire à Yongbyon, à 95 km au nord de Pyongyang, ajoute le journal.

Les diplomates rentrés de Corée du Nord ont également conclu que Pyongyang avait mis au point la technique de détonation des armes nucléaires et avait adapté ses missiles *Scud-B* pour

qu'ils puissent porter des armes de destruction de masse. Pyongyang, selon eux, a aussi acquis des lanceurs mobiles, avec des châssis de camions IVECO fabriqués par Fiat.

Selon le journal, qui cite les mêmes sources, la Corée du Nord a importé du matériel d'essai hautement explosif et du polonium 210 ainsi que du tritium. Mais Pyongyang n'a pas pratiqué d'essai nucléaire détectable depuis l'étranger, assure le journal.

La Corée du Sud et l'Occident accusent la Corée du Nord d'avoir un programme nucléaire

militaire, ce que Pyongyang nie avec vigueur. Ces derniers mois, la Corée du Nord a refusé que des experts de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique) aillent inspecter ses sites nucléaires, comme cela est prévu par le Traité de non prolifération dont ce pays est signataire.

Le président Bill Clinton a déclaré que les États-Unis ne toléreraient pas que la Corée du Nord ait l'arme nucléaire. Le président de la Commission des forces armées, l'influent sénateur Sam Nunn, a lui aussi envisagé des sanctions économiques, dans un entretien hier au réseau CBS.

Le Monde

Le Parti des travailleurs du Kurdistan quitte le Liban pour l'Irak

d'après AFP
MANAMA

Le chef du Parti démocratique du Kurdistan d'Irak (PDK), Masoud Barzani, a révélé hier que le Parti des travailleurs du Kurdistan turc (PKK, autonomiste) avait transféré sa base de la pleine libanaise de la Bekaa vers le nord de l'Irak.

Il a estimé à un millier le nombre de combattants du PKK ainsi transférés, ajoutant que ce transfert « viole un accord (entre le PKK et le gouvernement kurde autoproclamé dans le nord de l'Irak) interdisant au premier toute activité militaire ou d'entraînement au Kurdistan irakien ».

« La base du PKK (qui mène la guérilla contre le pouvoir turc) a été transférée de la Bekaa à Zéli (dans le Kurdistan d'Irak) où ses combattants s'entraînent », a dit Barzani dans une interview au quotidien saoudien *Al-Hayat*.

Les États-Unis tentent d'obtenir de l'ONU l'imposition de conditions supplémentaires à l'Irak en échange de la levée de l'embargo sur ses exportations de pétrole, rapporte entre-temps le *New York Times*.

Washington fait notamment pression sur les membres du Conseil de sécurité de l'ONU pour contraindre l'Irak à reconnaître le Koweït comme pays indépendant et cesser de persécuter ses opposants kurdes et musulmans chiïtes.

Au même moment, Ankara annonçait officiellement que près de 200 rebelles kurdes de Turquie ont été « mis hors combat » lors d'une opération aérienne turque dans la région de Mazi-Zhori, dans le nord irakien, à 25 km au sud de la localité de Cukurka (sud-est anatolien).

Des chasseurs turcs ont détruit un convoi de cinq véhicules qui transportait « quelque 200 terroristes » (désignation officielle des autonomistes kurdes) et ont « mis hors combat la quasi-totalité des rebelles », affirme un communiqué de la préfecture de Diyarbakir, responsable des provinces sous état d'urgence.

Il s'agit de la troisième opération des forces turques contre des positions du PKK en territoire kurde irakien depuis novembre.

Cette opération intervient au moment où la Turquie essaie de parachever l'encerclement du PKK avec une coopération étroite avec ses voisins, et avec le Liban, parallèlement aux poursuites judiciaires contre le PKK et ses emanations en Europe.

Défense de secourir les blessés?

d'après AFP
SARAJEVO

La Force de protection de l'ONU (FORPRONU) a démenti hier que des *Casques bleus* français aient refusé de porter secours à un blessé à Sarajevo, comme l'a affirmé une organisation humanitaire.

Après les « accusations très graves » portées contre des soldats français par l'IRC (International Rescue Committee), la FORPRONU a ouvert une enquête dont les premiers résultats contredisent la version avancée par l'IRC, a déclaré le porte-parole du secteur Sarajevo de la FORPRONU, le lieutenant-colonel Guy de Battista.

L'IRC, une organisation non gouvernementale active à Sarajevo, a affirmé hier dans un communiqué que des militaires français de la FORPRONU avaient refusé samedi de transporter vers un hôpital un homme grièvement atteint par un tireur embusqué. L'IRC cite deux de ses membres présents sur les lieux.

La France décidera au printemps de maintenir ou non ses *Casques bleus* dans l'ex-Yougoslavie, déclarait entre-temps le ministre de la Défense, François Léotard.

Le gouvernement s'est fixé la date du printemps (21 mars) et si, à cette date, « les conditions d'une solution politique ne sont pas réunies » dans l'ex-Yougoslavie, surtout en Bosnie, « alors il faudra prendre des décisions » qui « pourraient être le retrait », a déclaré Léotard dans une interview.

La Russie va lancer une nouvelle initiative de paix pour l'ex-Yougoslavie prévoyant la levée de toutes les sanctions en échange d'un accord des belligérants sur les propositions russes, a annoncé hier le ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev.

Le régime d'exception algérien voit son existence prolongée

d'après AFP
ALGER

Le mandat du Haut comité d'État (HCE, présidence collégiale) en Algérie a été prolongé d'un mois, jusqu'au 31 janvier 1994, a annoncé hier le Haut conseil de sécurité (HCS, organisme constitutionnel).

Le HCS, réuni dans la matinée, a décidé également la tenue d'une Conférence nationale entre partis et associations civiles d'une part, et le pouvoir de l'autre, les 25 et 26 janvier.

Le HCS répond ainsi à la Commission du dialogue national (CDN), qui souhaitait un délai supplémentaire d'un mois sur l'échéancier originel afin de « réunir les conditions les plus favorables à la tenue et au succès d'une Conférence nationale rassemblant la plus grande par-

ticipation des forces politiques ».

La pierre d'achoppement d'un tel dialogue est constituée par les modalités de participation de personnalités représentant le Front islamique du salut (FIS) dissous, et qui ne peut être admis à ces débats en tant que parti, selon la CDN.

Six membres fondateurs du mouvement islamiste ont posé comme préalable la libération de la direction nationale du FIS, dont Abassi Madani et Ali Belhadj incarcérés depuis juillet 1991.

Le chef de la direction extérieure du FIS Rabah Kébir a ajouté d'autres conditions, dont la mise en jugement des responsables politiques et militaires des « tueries actuelles ».

Enfin, les groupes islamistes armés se sont déclarés opposés à « toute trêve, tout dialogue, tou-

te réconciliation » avec les autorités et prévenu les « politiques » du FIS qui acceptent ces contacts qu'ils connaîtront « la pire des morts ».

La Conférence nationale sera chargée d'élaborer une plateforme de consensus pour gérer une période de transition de deux à trois ans jusqu'aux élections présidentielles et législatives.

Les premières législatives pluralistes en décembre 1991 furent annulées à la suite d'un raz de marée islamiste au premier tour.

Huit islamistes armés et deux gendarmes ont été tués, et quatre civils ont été assassinés entre jeudi et samedi, annonçaient hier les services de sécurité.

La Yougoslavie (Serbie-Monténégro) exhorte ses ressortissants de quitter l'Algérie après le récent massacre de 23 étran-

gers, dont douze Croates, a indiqué entre-temps l'agence *Tanjug*. Le conseil s'adresse aux familles des diplomates et aux ouvriers.

Dans le pays, les journalistes algériens demandent la libération « immédiate » de deux confrères de l'hebdomadaire *L'Événement* placés sous mandat de dépôt et exigent la levée de suspension de la publication.

Au cours d'une Assemblée générale hier à Alger, les journalistes ont aussi exprimé leur « inquiétude » et leur « consernation » sur la manière avec laquelle leurs confrères avaient été interpellés.

Le directeur de *L'Événement* Hamid Laribi, son rédacteur-en-chef Mourad Termoul et un de ses journalistes Aïssa Khelladi avaient été interpellés mercredi par la gendarmerie au siège du journal.

Termoul et Khelladi, auteur d'un article sur les islamistes et d'un livre sur les rapports entre les islamistes et le pouvoir en Algérie depuis la fin des années 1960, ont été placés sous mandat de dépôt pour « atteinte à corps constitué »; Laribi a été laissé en liberté provisoire.

Le HCE fut chargé le 14 janvier 1992 par le HCS d'achever le mandat présidentiel après la démission du président Chadli Bendjedid. La mission devait se terminer le 31 décembre 1993.

Le HCS doit désigner une autre « instance présidentielle » formée, selon les premières informations, d'un président et de deux vice-présidents, au lieu de la formule collégiale actuelle, pour prendre la relève du HCE.

La nouvelle « instance présidentielle » doit prêter serment le 31 janvier, marquant ainsi la fin du mandat du HCE.

sports experts

SOLIDE de

PROFITEZ DE NOS RABAIS DU LENDEMAIN DE

BOTTES DE SKI ALPIN



NORDICA Vertech 55
Pour homme ou femme
Prix courant 259,99

199,99

60\$ de rabais

NORDICA

NOUVEAU
93-94
MODÈLE

SKI ALPIN

Ensemble de skis alpins et fixations pour junior

ROSSIGNOL 3CS JR
Fixations **SALOMON Q3**
Vendus séparément 184,98

159,99

SALOMON

ROSSIGNOL

IDÉES-CADEAUX POUR

20\$

ET MOINS

Gants de ski pour homme ou femme **REFLEX Heat**
Prix courant 34,99

17,40

1/2 PRIX

Col roulé **ETIREL**
Prix courant 24,99

19,99

20% de rabais

SKIEZ CET HIVER, PLUS D'EXCUSES!

Livret Ski Passe-Partout 93-94.
Rabais de 25 à 50% sur le prix de remontées, billets échangeables dans 60 stations de ski à travers le Québec.

Au bas prix de

19,99

SPALDING

TOP-FLITE PLUS

Balles de golf **SPALDING Top Flite**
Prix courant 24,99

16,99

PLUS DE 30% de rabais

Bâtons de ski alpin **TECNO PRO Powder**
Prix courant 29,99

19,99

1/3 rabais

Lunettes de ski **CARRERA Power**
Prix courant 29,99

19,99

1/3 rabais

Mandela: répondre aux aspirations des Noirs sans faire fuir les Blancs

d'après Reuter et AFP
JOHANNESBURG

La reconstruction de l'Afrique du Sud devra commencer aussitôt après les élections multiraciales de 1994, mais le changement devra être progressif afin de répondre aux aspirations des Noirs sans faire fuir les Blancs, a rassuré hier Nelson Mandela.

Un plan secret de l'AWB néo-nazi (le Mouvement de résistance afrikaner) prévoit la mise sur pied de commandos spéciaux chargés d'investir des villes et de «se débarrasser de tous les Noirs», qui seront enterrés dans des fosses communes, rapportait au même moment le *Sunday Star* de Johannesburg.

Ce serait une «erreur tragique» que de sous-estimer la capacité de l'extrême droite blanche à déstabiliser un gouver-

nement démocratique, affirmait d'ailleurs Mandela dans son interview. L'ANC incitera l'extrême droite par tous moyens à se joindre au processus de transition, mais il n'acceptera jamais un foyer blanc autonome, a-t-il déclaré.

Mandela accusait par ailleurs le régime du président Frederik de Klerk, son colauréat du Nobel de la paix 1993, d'être complice des violences qui ravagent les ghettos pour empêcher les Noirs de voter et priver l'ANC de la majorité aux élections du 27 avril.

Il a dit s'attendre à la victoire de l'ANC et de ses alliés mais que son mouvement devrait compter avec «l'efficacité dénuée de scrupules» du Parti national (NP). Il a estimé que la violence pourrait entraîner l'abstention de 40 p. cent de l'électorat noir et donner alors une courte victoire au NP.

«C'est une chose que je ne saurais lui

pardonner (à de Klerk), car il a les moyens de mettre fin à la violence. Il s'en fait le complice car cela sert ses objectifs politiques», a-t-il dit.

La police rapportait de son côté que quatre personnes ont été tuées et seize autres blessées dans des affrontements avec une foule de 600 à 800 hommes armés de lances, sagaies et machettes hier à Bekkersdal, en banlieue de Johannesburg.

Le responsable d'un comité local d'observation de la violence, Charles Ndabeni, a déclaré à l'agence *Sapa* que la situation est toujours tendue à Bekkersdal et que des habitants parcourent les rues armés de bombes incendiaires et d'armes traditionnelles.

Selon le *Sunday Star*, qui dit avoir eu copie du document, le plan de l'AWB a été fourni par la police au député Johan Steenkamp, du Parti national au pou-

voir. Steenkamp, membre du Secrétariat national de la paix, l'a rendu public au Parlement samedi. La police a certifié son authenticité, écrit le *Star*.

Ce plan prévoit que les commandos d'un *Task force boer*, quand le signal leur sera donné, se rassemblent à des endroits précis avec armes et munitions. Les femmes, enfants et vieux seront installés dans des camps spéciaux.

Les patrouilles de recherches (quatre hommes) et les patrouilles de combat (10 hommes) auront pour tâche d'investir les villes. Les accès seront bloqués par des tracteurs et autres véhicules. Une fois la ville investie, les commandos auront pour tâche d'en «débarrasser» tous les Noirs et de les enterrer pour qu'aucune attaque ne puisse être menée de l'intérieur». Des «sites de fosses communes doivent être identifiés et creusés pour enterrer les *Kafirs*» — terme injurieux

utilisé par certains Blancs pour désigner les Noirs —, est-il écrit dans le texte.

Dans son interview, Mandela estimait qu'il faudra peut-être «quelques années» à un gouvernement dirigé par l'ANC (Congrès national africain) pour satisfaire pleinement aux besoins des Noirs après 300 ans de suprématie blanche.

«Un programme de reconstruction et de développement national doit être lancé sans tarder», a dit le chef de l'ANC. Il fait du logement, de l'emploi, de l'éducation et de la santé des domaines prioritaires, mais il engage la majorité noire à la patience.

«Nous mettons notre peuple en garde contre des espérances trop grandes. Pour traiter les problèmes, il nous faut mobiliser des ressources. Le changement doit être progressif, sans à-coups afin de répondre aux besoins des masses sans effrayer les Blancs».

Lutte pour le pouvoir à Brazzaville

d'après AFP
BRAZZAVILLE

L'opposition et la majorité se livrent à Brazzaville une lutte implacable pour le contrôle de l'État, n'hésitant pas à créer de toutes pièces des haines tribales pour parvenir à leurs fins.

Les deux camps tiennent désormais chacun une partie du sud de la capitale, où sont regroupés leurs partisans, membres des milices de l'opposition, *ninjas* ou «groupes d'autodéfense» de la Mouance présidentielle, tous équipés d'armes de guerre.

Ce partage résulte des massacres qui ont frappé les quartiers sud, faisant 80 morts du 10 au 14 décembre, affrontements qui sont la manifestation de «la lutte pour le pouvoir et la suite logique ce qui se passe depuis un an», dit Christophe Moukoueke, président de la Mouance présidentielle, qui rassemble les partis soutenant le chef de l'État, Pascal Lissouba.

De son côté, l'opposition reproche au pouvoir de la museler, en la privant de tout accès aux médias, et l'accuse de provoquer les violences par sa politique d'exclusion.

Cela s'est traduit par des violences qui ont fait une trentaine de morts en juin et juillet lors des élections législatives, puis une cinquantaine en novembre lors de combats entre *ninjas* et forces gouvernementales, déjà dans les quartiers sud.

C'est là que résident essentiellement les membres de l'ethnie Iari, dont est issu le principal dirigeant de l'opposition, Bernard Kolelas, ainsi que les Babembés, dont font partie plusieurs dirigeants de la Mouance présidentielle.

Les deux communautés vivaient en parfaite intelligence dans ces quartiers de Baongo, Makélé-Kélé et Mfilou jusqu'à ce que leurs leaders, donnant libre cours à leurs rivalités, eurent décidé de s'appuyer sur leur base. Les distributions d'armes dans les deux camps, les assassinats dans des conditions atroces, suivis de vengeance, ont brisé les relations entre Laris et Babembés.

Trois Guinéens, dont un soldat, tués à Conakry

d'après AFP
CONAKRY

La première élection présidentielle pluraliste en Guinée a été marquée hier à Conakry par la mort de trois personnes, dont un militaire, toutes tuées à l'arme blanche par des jeunes gens qui voulaient s'opposer au déroulement du scrutin, a-t-on appris de sources sûres dans la capitale guinéenne.

Une dizaine de personnes ont également été blessées au cours des mêmes incidents qui ont eu lieu dans cinq quartiers populaires, a-t-on précisé de même sources. La mort du soldat a été confirmée de source officielle.

Les incidents ont éclaté deux heures après le début du scrutin. Des dizaines de jeunes gens, armés de couteaux et de bâtons, ont pris d'assaut des bureaux de vote qu'ils ont incendiés provoquant la plupart du temps la fuite des électeurs.

L'armée, largement déployée dans le centre de Conakry, n'était pas présente dans les quartiers populaires lors des attaques. Seul un policier assurait la sécurité dans chacun des bureaux de vote, a-t-on constaté sur place.

Les partis de l'opposition, hostiles au scrutin dont ils doutent de la transparence, avaient appelé samedi leurs militants à s'y opposer.

Toutefois seuls deux des sept candidats, adversaires du président sortant Lansana Conté, candidat à sa propre succession, avaient maintenu cet appel.

Noël

aux prix du lendemain de Noël

NOËL DÈS AUJOURD'HUI

HOCKEY

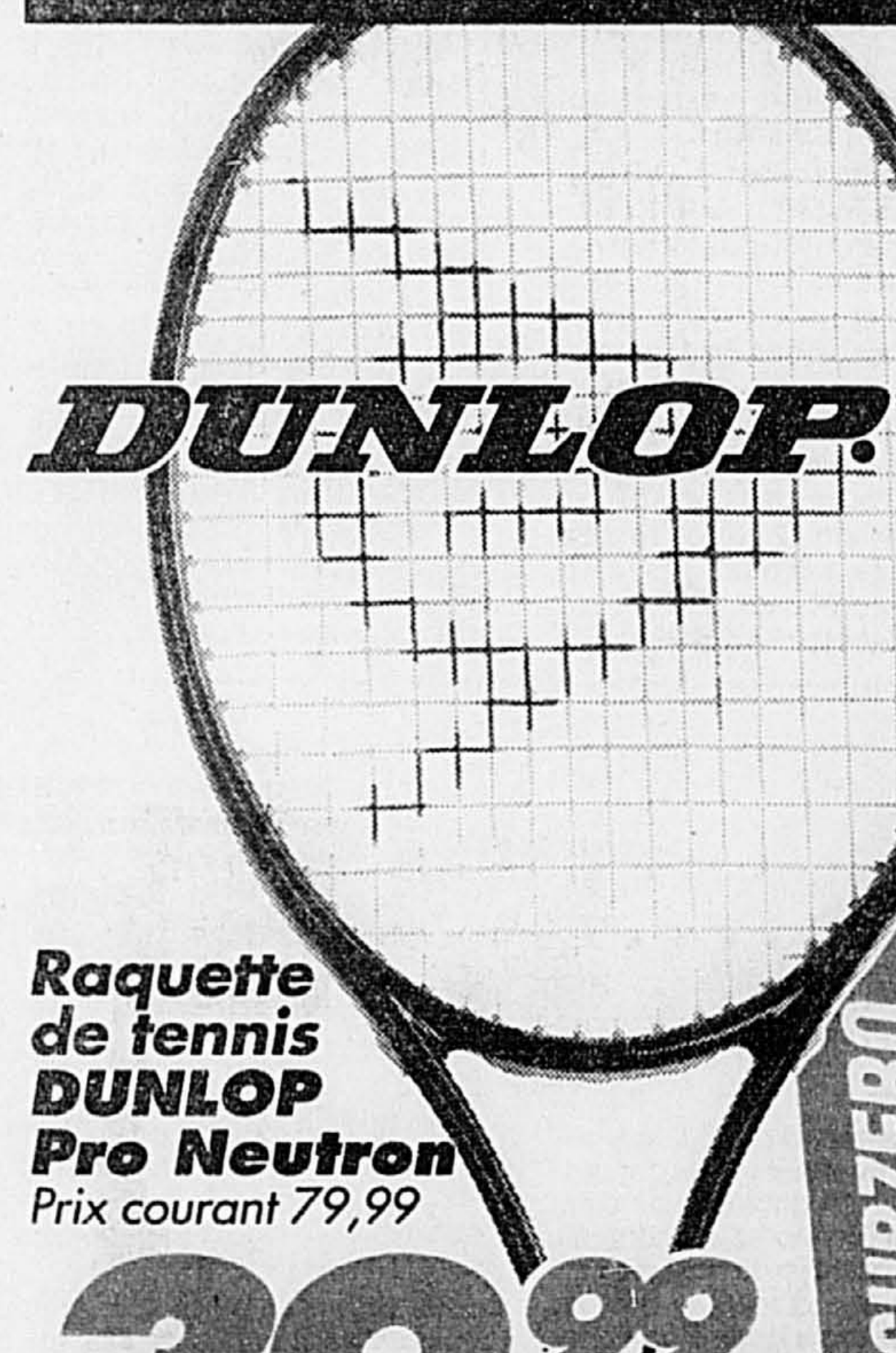
Bâton de hockey
EASTON Classic Flex 100
Aluminium
Prix courant 59,99

39,99 20\$ de rabais

Patins pour femme
FREESTYLE
Au bas prix de

69,99

RAQUETTES



Raquette de tennis
DUNLOP Pro Neutron
Prix courant 79,99

39,99 1/2 PRIX

Raquette de badminton
WILSON Force
ou
BLACK KNIGHT 689
Prix courant 59,99


34,99 25\$ de rabais

CHAUSSURES

Chaussures de tennis
REEBOK Transition
Prix courant 59,99

39,99 20\$ de rabais

Wilson



Chaussures de golf
WILSON Prostaff
Prix courant 79,99

59,99 20\$ de rabais

GOLF

Voiturette de golf
DYNATOUR
Au bas prix de

69,99

Bois **DYNATOUR DTX**
Prix courant 149,99

109,99 40\$ de rabais



20 à 50% DE RABAIS SUR TOUT LE VÊTEMENT DE SKI*

*(Blouson, Pantalon et ensemble)

Touché? Helly Hansen

etirel sunice

sports experts

Les prix sont en vigueur jusqu'à épuisement de la marchandise ou jusqu'à la fermeture le vendredi 24 décembre 1993. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Tous les articles, couleurs ou grandeurs ne sont pas nécessairement disponibles dans tous les magasins.

- | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|--|---|---|---|---|---|---|---|--|--|---|-------------------------------------|---|--|---|--|---|--|---|--|---|------------------------------------|---------------------------------|---|--|---|---|---|--|--|
| Belœil
185, boul. Périgny
Sir Wilfrid Laurier
467-7201 | Boucherville
Promenades Montarville
655-6003
Brossard
Mall Champlain
671-7275 | Chambly
1617, boul. Périgny
658-0561 | Longueuil
Place Longueuil
463-3452 | St-Bruno
Les Promenades
St-Bruno
653-1364 | St-Jean-sur-Richelieu
Le Carrefour
Richelieu
348-0937 | Sorel
Promenades de Sorel
746-1213 | Valleyfield
277, rue Victoria
377-9000 | Châteauguay
298, boul. d'Anjou
699-3939 | Anjou
Les Galeries d'Anjou
354-2995 | 7201, boul. les Galeries d'Anjou
353-9000 | Place Versailles
355-2330 | Maisonneuve
2951, rue Sherbrooke E.
522-5108 | La Salle
Carrefour Anguignon
365-1266 | St-Laurent
la Place Vertu
745-3202 | Ville Mont-Royal
Centre Rockland
735-4751 | Montréal centre-ville
930, rue Ste-Catherine O.
866-1914 | Pointe-Claire
Centre d'achats Fairview
604-8181 | Joliette
50, rue Gauthier
756-1645 | Repentigny
Les Galeries Rivière-Nord
581-3220 | Laval
Carrefour Laval
682-0032 | Centre Duvernay
661-2558 | Centre Laval
688-1021 | Rigaud
168, rue St-Pierre
451-4771 | Rosemère
Galeries des Mille-Îles
437-1933 | St-Eustache
200, boul. Arthur-Sauvé
472-5485 | St-Jérôme
Carrefour du Nord
432-9400 | St-Sauveur
Les Galeries des Monts
227-4617 | Ste-Adèle
Promenades Ste-Adèle
229-2812 | Terrebonne
Les Galeries Terrebonne
471-3688 |
|--|---|---|---|---|---|---|---|--|--|---|-------------------------------------|---|--|---|--|---|--|---|--|---|------------------------------------|---------------------------------|---|--|---|---|---|--|--|

NOUS NE POURRIONS PAS NOUS APPELER EXPERTS SI NOUS N'AVIONS PAS LES MEILLEURES MARQUES

Informations nationales



Premier ministre fédéral
Jean Chrétien
59 ans
Libéral
gouvernement élu
le 25 oct. 1993

Québec
Daniel Johnson
49 ans
Libéral
gouvernement élu
le 25 sept. 1989

Nouveau-Brunswick
Frank McKenna
45 ans
Libéral
gouvernement élu
le 23 sept. 1991

N.-E.
Catherine Callbeck
53 ans
Libérale
gouvernement élu
le 29 mars 1993

Saskatchewan
Roy Romanow
54 ans
NPD
gouvernement élu
le 21 sept. 1991

C.-Britannique
Michael Harcourt
50 ans
NPD
gouvernement élu
le 17 oct. 1991

Yukon
John Ostanek
57 ans
gouvernement élu
le 19 oct. 1992

Ontario
Bob Rae
46 ans
NPD
gouvernement élu
le 6 sept. 1990

Nouvelle-Écosse
John Savage
57 ans
Libéral
gouvernement élu
le 25 mai 1993
(absent de la conférence)

Manitoba
Gary Filmon
51 ans
PC
gouvernement élu
le 11 sept. 1990

Alberta
Ralph Klein
51 ans
PC
gouvernement élu
le 15 juin 1993

Terre-Neuve
Clyde Wells
56 ans
Libéral
gouvernement élu
le 3 mai 1993

Territoires du N.-O.
Nellie Cournoyea
53 ans
gouvernement élu
le 15 oct. 1991



Infographie La Presse

Le dernier rendez-vous à saveur économique des premiers ministres fédéral et provinciaux a eu lieu à l'hiver 1992. Celui de demain compte plusieurs «nouveaux venus»: pensons au premier ministre du Canada, M. Jean Chrétien, et aux premiers ministres de l'Alberta, de l'Île-du-Prince-Édouard, de la Nouvelle-Écosse et du Québec. Ces deux dernières provinces seront représentées respectivement par le vice-premier ministre et le premier ministre désigné, MM. Bill Gillis et Daniel Johnson.

Réaménagement des programmes sociaux: certaines provinces proposeront des idées

CHANTAL HÉBERT
du bureau de La Presse
OTTAWA

Les premiers ministres provinciaux n'auront pas de questions pour Jean Chrétien lorsqu'il leur parlera, demain, à l'occasion d'un premier tête-à-tête, du projet fédéral de réaménager les programmes sociaux: certaines provinces ont en effet des embryons de réponses à mettre sur la table.

Deux d'entre elles en particulier, le Nouveau-Brunswick et Terre-Neuve, n'ont pas attendu l'avènement du gouvernement Chrétien pour tenter de rendre plus performants leurs programmes de sécurité du revenu.

Dossier presque tabou des rencontres fédérales-provinciales du passé, le réaménagement des programmes sociaux canadiens est désormais devenu, par nécessité, un sujet obligatoire de ces échanges. Pour l'heure, les expériences les plus innovatrices pour en obtenir un meilleur rendement se

font dans des provinces moins nanties.

Le Nouveau-Brunswick est ainsi le plus avancé sur la voie d'une réforme. Dans la province de Frank McKenna, on sort carrément des candidats de rangs des prestataires de l'aide sociale, pour leur donner trois ans de formation personnalisée.

Mille six cents personnes bénéficient actuellement du programme. Elles ont commencé par travailler 20 semaines dans un hôpital, une école, etc. Maintenant, elles ont droit à 156 semaines de formation, financée par le fonds de l'assurance-chômage et à même les économies réalisées par le Nouveau-Brunswick en matière d'aide sociale.

Le Nouveau-Brunswick offre également un supplément de revenu aux parents prestataires de l'aide sociale qui prennent des emplois peu rémunérés, pour aider à assurer les frais de garde et autres que leur occasionne leur retour au travail.

Fredericton cherche également

une formule pour enrôler des bénéficiaires de l'aide sociale dans divers travaux communautaires.

De son côté, Terre-Neuve lance un programme de revenu annuel garanti. Selon le projet de Clyde Wells, il faudrait deux fois plus de temps passé à travailler pour avoir droit à l'assurance-chômage. Mais toutes les familles qui gagnent moins de 20000\$ auraient droit à un supplément de revenu. En garantissant un revenu décent à ses citoyens, Terre-Neuve espère redonner sa vocation originale à l'assurance-chômage tout en encourageant les gens à prendre des emplois souvent moins rémunérés.

Dans son livre rouge, le Parti libéral du Canada a promis d'encourager les provinces qui recueilleraient leurs programmes pour récompenser le retour au travail plutôt que de le pénaliser, comme c'est souvent le cas actuellement. Le gouvernement Chrétien a également annoncé qu'il reformulerait, d'ici 1995, le régime fédéral d'assurance-chômage.

Dans un premier temps, cependant, les premiers ministres vont se demander si les programmes provinciaux à l'essai sont nécessairement exportables. L'expérience du Nouveau-Brunswick a bel et bien réduit les rangs des prestataires de l'aide sociale, mais elle coûte actuellement 100000\$ par participant.

Et les sommes requises pour assurer un revenu qui permette à une famille de survivre, à Terre-Neuve, sont minimes par rapport à ce qu'il faudrait pour assurer l'équivalent à une famille montrealoise ou torontoise.

Quant à la solution d'une réduction pure et simple des prestations, elle est loin de donner des résultats toujours très concluants. L'Alberta, qui a entrepris d'équilibrer son budget par tous les moyens, a ainsi comprimé radicalement ses programmes d'aide sociale depuis le printemps dernier. Résultat, les prestataires quittent la province pour aller s'établir en Colombie-Britannique, où l'État est nettement plus généreux.

Les libéraux fédéraux sont au sommet de leur popularité depuis 23 ans

Le Parti libéral fédéral continue de jouir d'une grande popularité à la suite de son triomphe électoral du 25 octobre dernier, indique un récent sondage Gallup.

Cinquante-six p. cent des Canadiens ayant fait un choix soutiennent les libéraux de Jean Chrétien, qui ne recueillaient que 51 p. cent des appuis en novembre et 41 p. cent aux élections. Il faut remonter 23 ans en arrière, en décembre 1970, pour retrouver un niveau de popularité aussi élevé en faveur des libéraux. À cette époque, les libéraux ayant à leur tête Pierre Elliott Trudeau recueillaient l'appui de 59 p. cent des électeurs.

Le Reform Party continue d'occuper la deuxième place à l'échelle nationale, le parti de Preston Manning recevant l'appui de 17 p. cent de l'électorat, alors qu'il était appuyé par 19 p. cent des électeurs en novembre. Le Bloc Québécois de Lucien Bouchard recueille pour sa part l'adhésion de 11 p. cent des Canadiens (et 49 p. cent des Québécois) au lieu de 13 p. cent le mois dernier. L'appui au NPD demeure le même à sept p. cent, pratiquement inchangé depuis juillet dernier.

Le Parti progressiste conservateur continue d'être à son plus bas niveau de popularité, demeurant à huit p. cent des intentions de vote exprimées par les Canadiens. Deux p. cent des électeurs décidés appuieraient d'autres partis si des élections avaient lieu aujourd'hui, au lieu de trois p. cent en novembre, tandis que 20 p. cent des Canadiens sont indécis quant au parti qu'ils seraient prêts à favoriser advenant des élections, au lieu de 19 p. cent le mois dernier.

Après avoir mené les conservateurs à leur pire défaite électorale de l'histoire canadienne, Kim Campbell a démissionné de ses fonctions de chef de parti le 13

décembre. L'adversaire de Kim Campbell au congrès à la direction du parti qui s'est tenu en juin dernier et l'un des deux seuls députés conservateurs ayant conservé leurs sièges aux Communes, M.

SONDAGE GALLUP

Jean Charest, a accepté d'être le chef par intérim pour les deux prochaines années.

En outre, des rumeurs font état de la démission possible d'Audrey McLaughlin de ses fonctions de leader des néo-démocrates avant les prochaines élections.

Le Parti libéral jouit donc d'un soutien massif dans les provinces de l'Atlantique (79 p. cent des électeurs décidés) et en Ontario (69 p. cent des électeurs décidés), comme cela a été le cas aux élections du 25 octobre. Le Reform Party continue de tenir tête aux libéraux dans les Prairies (les libéraux ont 47 p. cent, le Reform 36 p. cent) et en Colombie-Britannique (43 p. cent des électeurs appuient les libéraux et 32 p. cent le parti de M. Manning). Le Bloc continue d'être le parti privilégié au Québec, où il obtient l'appui de 49 p. cent des Québécois décidés, tandis que les libéraux n'en recueillent que 40 p. cent. Comme ce fut le cas aux élections du 25 octobre, l'appui que recueillent les conservateurs et les néo-démocrates est faible dans toutes les régions du Canada.

Les résultats du sondage sont fondés sur des entrevues téléphoniques faites auprès de 1000 Canadiens entre les 3 et 14 décembre. Un échantillon de cette taille comporte une marge d'erreur de 3,1 p. cent, 19 fois sur 20. Au Québec, l'échantillon est constitué de 268 entrevues seulement et la marge d'erreur est alors de six p. cent, 19 fois sur 20.

Pour sauver des chevaux, des soldats canadiens enfreignent l'embargo contre la Serbie

d'après PC
WINNIPEG

Des Casques bleus canadiens ont enfreint l'embargo contre la Serbie — le même qu'ils devaient faire respecter — afin de sauver un troupeau d'étaisons lippizans qui avaient un besoin urgent de soins.

Ces animaux sont habituellement associés à l'École équestre espagnole de Vienne, qui les emmenait en tournée à travers le monde, mais deux haras étaient situés en Croatie.

Lorsque la guerre civile a éclaté, en 1991, les chevaux de l'une des fermes de reproduction ont été conduits en sûreté. Mais à cause de l'avance rapide des troupes serbes, les animaux de l'établissement de Lipik n'ont pu être évacués.

Les écuries ont été rasées par l'artillerie serbe, laissant croire aux Croates que les chevaux étaient morts. Or, seulement 14 lippizans ont péri; 94 ont été emmenés en Serbie.

Le lieutenant-colonel Jim Calvin, commandant du Deuxième bataillon du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, basé à Winnipeg, a expliqué qu'en mars dernier, il a eu vent de la situation critique des chevaux. Il a alors contacté un vétérinaire de Winnipeg afin d'obtenir des produits pour les soigner.

M. Calvin reconnaît que cette opération a enfreint l'embargo contre la Serbie, mais il avait obtenu l'accord de ses supérieurs en Croatie, eux aussi préoccupés du sort des bêtes.

Denise Leblanc veut reprendre du service

Presse Canadienne
CAP-AUX-MEULES

Denise Leblanc, qui a été députée des Îles de la Madeleine pendant neuf années et ministre dans le gouvernement Lévesque, a annoncé, hier, devant une centaine de partisans réunis à l'Étang du Nord, qu'elle posera sa candidature à l'Assemblée d'investiture du Parti québécois qui se tiendra en février 1994.

Après avoir affirmé qu'elle avait encore les énergies nécessaires pour effectuer le travail d'un député, elle s'en est pris à l'actuel repré-

sentant du comté, Georges Farrah: «Je crois qu'il est grand temps que les Îles retrouvent un député qui fasse autre chose que réchauffer les banquettes de l'Assemblée nationale.»

Rappelons que Mme Leblanc a été ministre de la Fonction publique du Québec, ministre qu'elle a abolie en 1984 par la nouvelle loi sur la fonction publique. René Lévesque l'a nommée ministre de la Condition féminine en 1984, poste où elle a initié le projet de rencontre au Sommet des femmes du Québec, en collaboration avec Francine McKenna, alors présidente du Conseil du statut de la femme.



Mme Denise Leblanc

Quoi faire

CETTE SEMAINE

Cours, ateliers

● **Italien.** Le Centre culturel italien offre des cours du soir de langue italienne: initiation à la grammaire, conversation et perfectionnement. Les cours durent dix semaines, se donnent le soir de 18 h à 20 h 30 et débutent dans la semaine du 10 janvier au 505 rue Jean-Talon Est. Coût: 150 \$. Rens.: 495-4120.

● **Langue et Informatique.** Cours de langue et d'informatique au YMCA Hochelaga-Maisonneuve, près du métro Viau, et au YMCA centre-ville, près du métro Peel. La période d'inscription se déroulera du 3 au 7 janvier et la nouvelle session débutera dans la semaine du 10 janvier. Tous les cours sont d'une durée de 7 semaines. Rens.: 849-8393.

● **Loisir et culture.** La Ville de Saint-Léonard tiendra une séance d'inscription pour les activités de loisirs et de culture de la session d'hiver 1994, les 5 et 6 janvier de 13 h à 20 h et le 7 janvier de 13 h à 20 h, de 13 h à 17 h, à la Bibliothèque municipale, 8420 boul. Lacordaire.

Activités offertes: cours concernant le conditionnement et l'exercice physique, cours culturels, cours d'activités manuelles, camp d'hiver, etc. Rens.: 328-8422.

● **R.C.R.** Le YMCA Hochelaga-Maisonneuve offre un cours de réanimation cardiorespiratoire qui seront donnés les 7 et 9 janvier prochain. La date limite d'inscription est le 22 décembre. Rens.: Francoise Lavalée au 255-4651.

Donné en collaboration avec la Fondation des maladies du cœur du Québec.

Divers

● **Bouddhisme.** Causerie publique. Le Centre de méditation et d'études bouddhiques Dharmadhatu tient une soirée

d'introduction à la méditation bouddhique intitulée «Le cheminement de l'éveil» ce lundi 20 décembre à 19 h 30 au 5505 boul. St-Laurent. Bilingue. Entrée, 2 \$. Rens.: 279-9115 ou 523-1462.

● **Christianisme.** Conférence intitulée «Le Christianisme à l'écoute des traditions orientales», avec Roger Marcotte, s.j., lundi 20 décembre à 19 h 30 dans les Salles du Gesù, 1200 rue de Bleury. Entrée, 5 \$. Rens.: 861-4378.

● **Choristes demandés.** Le Choeur de Laval, sous la direction de Marie-Claude Desloges, tiendra des auditions le mercredi 5 janvier à l'école Alphonse-Desjardins, 226 rue des Alpes, à Pont-Viau Laval. Toutes personnes intéressées à se joindre au groupe est priée de prendre rendez-vous pour une audition auprès de Marie Desnoyers au 667-4690.

● **Demandé.** Les Griffes du bonheur, organisme sans but lucratif, recherche un ordinateur IBM ou compatible, soit en don ou pas cher. Rens.: 522-3191, Manon.

● **Membership.** L'Institut italien de la culture offre aux personnes qui deviennent membres les services de réception à domicile des bulletins périodiques, l'emprunt gratuit de livres, diapos, vidéos de la bibliothèque et la participation gratuite à toutes les activités culturelles de l'Institut. Prix de l'adhésion pour un an: 35 \$, 25 \$ étudiants. L'Institut est situé au 1200 avenue Dr Penfield. Rens.: 849-3473.

● **Membership.** L'association des pré-traités Horizon 45-65 reprend ses activités en janvier prochain. Les personnes intéressées peuvent se procurer leur carte de membre et s'inscrire à différents cours: dessin, peinture, atelier de théâtre, santé, danse, Découvertes Montréal et préparation à la retraite. Aussi l'aquaforme et l'histoire au quotidien.

● **Inscription les 10 et 11 janvier** de 19 h à 21 h au Centre Berthiaume-du Tremblay, 1474 rue Fleury Est.

Seules les personnes de 45 à 65 ans sont acceptées dans l'association. Rens.: 382-0310 de 9 h 30 à 12 h.

● **Nouveaux arrivants et logement.** Le Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville organise une soirée d'information «Se loger à Montréal» à l'intention des nouveaux arrivants, dans le but de les familiariser aux divers aspects de la vie québécoise. Le mardi 21 décembre à 19 h au 5101 de Salaberry. En français avec traduction si nécessaire. On vous demande de vous inscrire au 856-3511.

● **Soirée.** Le Centre culturel A.M.O.R.C. tient une soirée ouverte sur le thème «La magie du temps des fêtes» avec les musiciens Jacques et François, violon et guitare, qui joueront des airs du temps des fêtes. Le mardi 28 décembre à 19 h 30 au 5030 avenue Papineau. Rens.: 596-1688.

● **Sports sur glace intérieure.** L'aréna du YMCA Hochelaga-Maisonneuve vous invite à profiter de la saison hivernale pour pratiquer vos sports de glace préférés: hockey, rinkette, ballon balai, etc. et cela, beau temps mauvais temps. L'aréna est situé à deux pas du métro Viau. Stationnement gratuit. Rens.: Raymond Quintin au 255-4651.

Formation à l'emploi

● **Formation en recherche d'emploi.** Le Club de recherche d'emploi -DLachine tient une réunion d'information à l'intention des personnes qui veulent participer à une session de formation en recherche d'emploi, le mercredi 5 janvier à 9 h 30 a.m. au 1024 Notre-Dame, à Lachine.

L'organisme est sans but lucratif et subventionné par le fédéral. La session de formation est gratuite, débute en

janvier et dure 3 semaines à raison de cinq jours semaine, de 9 h à 16 h. Elle s'adresse aux 18 ans et plus. Rens.: 637-3353.

● **Formation en recherche d'emploi.** Le Centre de réadaptation Lucie-Bruneau offre une session de formation en recherche d'emploi d'une durée de trois mois à raison de trois heures par semaine, débutant le jeudi 27 janvier au 2275 Laurier Est. Cette formation est gratuite, et s'adresse aux personnes ayant un handicap physique et un potentiel d'employabilité. Il faut avoir 18 ans et plus, et être en recherche d'emploi. Pour vous inscrire, 527-4527 poste 341 ou 330.

Bénévolat

● **Réunion d'information.** La Maison de Jonathan tient une rencontre d'information le mardi 21 décembre à 9 h 30 ou à 19 h à l'intention des personnes qui veulent donner un coup de pouce à des jeunes décrocheurs scolaires dans l'une ou l'autre des trois matières scolaires de base: français, anglais et mathématiques — pour une année de quelques heures par semaine durant le jour ou en soirée.

De plus, l'organisme recherche des animateurs bénévoles en cuir ciselé, cuisine, guitare, informatique, petite menuiserie, vitrail, email sur cuivre, etc. Pour vous inscrire à cette réunion d'information qui se tient au 888 rue Marmer, à Longueuil: 670-4099.

● **Nouveau service.** Nouveau service au Centre d'action bénévole de Montréal. À partir du 4 janvier 94, vous pourrez aller consulter sur place une conseillère en placement qui vous aidera à choisir votre engagement bénévole, sans rendez-vous tous les mardis, mercredis et jeudis, de midi à 13 h 30 au 235 rue Saint-Jacques, dans le Vieux-Montréal. Rens.: 842-8977.

● **Organisateurs recherchés.** L'Association Cardi-Actif Rive-Sud est un organisme sans but lucratif qui s'occupe d'accompagner, d'informer et de soutenir les personnes atteintes de maladie cardiaque. L'organisme recherche des bénévoles avec une expérience d'organisation ou de communication dans le domaine communautaire qui veulent s'impliquer activement au sein de l'association. Rens.: Real Deslauriers au 656-2481.

● **Après des sidéennes.** Le Service bénévole de Châteauguay demande des bénévoles pour aider des sidéennes dans le cadre d'un programme éventuel d'entraide. Les personnes intéressées sont priées de s'adresser au 691-6003.

● **Pour une dame gentille.** Le Parrainage civique de la banlieue ouest (West Island Citizen Advocacy) demande une personne bénévole pour une dame bilingue de Lachine, qui aime les plantes et la musique, le tricot et le crochet. Elle est en attente d'une opération aux yeux. Si vous voulez la rencontrer, Mimi au 631-9151 ou 68 avenue Prince Edward, Pointe-Claire.

● **Halte-garderie.** Les Ateliers d'éducation populaire recherche des bénévoles pour une halte-garderie d'enfants âgés entre 1 et 5 ans, au 1200 Laurier Est. Rens.: 596-4477.

● **Parrains et marraines demandés.** Le Parrainage civique de l'est de l'île de Montréal est encore à la recherche d'une cinquantaine de bénévoles qui désirent s'impliquer comme parrain ou marraine auprès de personnes ayant un problème de santé mentale ou une déficience intellectuelle. Rens.: 255-1054 ou au 5797 rue Hochelaga.

● **Tâches cléricales ou d'entretien.** Le Service bénévole de l'ouest de l'île (West Island Volunteer Bureau), 631-3720

— Un abri qui offre un gîte à court et à long terme aux femmes qui sont sous tension, a besoin d'une bénévoles pour prendre les appels téléphoniques, apporter un peu de support...

— Un centre de réhabilitation pour alcooliques sans but lucratif, situé à Lachine, requiert les services de deux bénévoles bilingues pour remplir des fonctions cléricales: assister la secrétaire, tenue de livres, connaissance de l'ordinateur... Engagement minimum de 4 heures par jour, 2 jours par semaine pour trois mois.

Une autre personne pour s'occuper de l'entretien de la bâtisse.

● **Beaucoup de demandés.** Le Service bénévole de l'est, 523-6599, fait les demandes suivantes:

— Une maison d'hébergement pour femmes en difficulté suivies en psychiatrie aurait besoin de bénévoles pour du travail général de bureau: W.P.5.1, bon français, classement, etc. Lundi, mercredi, vendredi a.m. et f.m. Quartier Rosemont.

— Un centre de réadaptation aurait besoin de bénévoles pour accompagner de jeunes adultes toxicomanes à des rendez-vous médicaux à la cour ou au bureau de l'assurance-chômage le mardi a.m. Centre Sherbrooke.

— Un garçon de 10 ans, vivant en centre d'accueil, aurait besoin d'un bénévole pour l'accompagner à une activité de karaté le samedi a.m. Quartier Pointe-aux-Trembles.

— Un centre pour personnes âgées aurait besoin de bénévoles, visite amicale auprès de personnes seules sans famille pour jaser, marcher, petite sortie. Métro H.-Beaugrand.

Adressez vos lettres à
Rubrique Quoi faire
La Presse
7, rue St-Jacques
Montréal H2Y 1K9

Le retour à l'affichage bilingue: pas pour demain

Presse Canadienne

Le retour à l'affichage bilingue sur les devantures des commerces du Québec, après 16 ans d'absence, pourrait nécessiter davantage de changements qu'un amendement législatif.

Certains commerçants et clients ne sont pas au courant que la loi va changer. D'autres, indifférents, haussent les épaules et disent que cela ne vaut pas la peine de remplacer des enseignes en parfait état, surtout en période de difficultés économiques.

« Mon enseigne est en français maintenant; c'est une belle enseigne et elle va demeurer comme elle est », a indiqué Leonard Katz, propriétaire de la Boutique d'artisanat Jeannette, dans le quartier Notre-Dame-de-Grâce.

La Loi 86, la cinquième législation sur la langue depuis 1969, au Québec, permettra aux commerces d'afficher en anglais et en français à compter de mercredi. Par contre, les panneaux d'affichage commerciaux demeureront unilingues, tout comme l'affichage dans les abri-bus. Mais les panneaux de bienvenue à la frontière et ceux concernant la santé et la sécurité peuvent être bilingues.

Pour M. Katz, les affaires continuent comme si de rien n'était...

Les diplomates canadiens ont gaspillé des millions de dollars

Presse Canadienne
OTTAWA

Les diplomates canadiens ont gaspillé des millions en dépenses somptuaires et par mauvaise gestion, selon des vérifications de comptes obtenues par le réseau CTV.

Les vérifications de l'année 1991-92, obtenues grâce à la Loi d'accès à l'information, révèlent des dépenses « excessives » pour l'acquisition de produits et services « extravagants », a relevé CTV dans un reportage télédiffusé hier soir.

Le Haut-Commissariat du Canada à Londres, par exemple, a dépensé 1,4 million pour louer 13 maisons tandis que 15 demeures appartenant déjà à l'État canadien n'étaient pas occupées. Les vérificateurs du ministère des Affaires extérieures ont également trouvé que le personnel diplomatique en poste à Londres a dépensé plus de 500 000 \$ en frais de décoration.

L'immeuble abritant le Haut-Commissariat a également nécessité des déboursés de 2,2 millions pour des travaux de plomberie et il en a coûté 61 000 \$ en huit mois pour faire rouler deux limousines servant aux diplomates.

Voici d'autres trouvailles concernant les 83 bureaux diplomatiques du Canada à l'étranger:

- quand le Mur de Berlin est tombé, les diplomates canadiens en poste à Bonn ont loué des espaces à bureaux à Berlin, présumant que le gouvernement allemand allait y déménager sa capitale. Cette erreur, selon les vérificateurs, a coûté 1,6 million;

- le jardin du consul du Canada à Seattle vaut 750 000 \$;

- à Buenos Aires, en Argentine, il en a coûté plus d'un million pour construire une aire de réception dans la nouvelle ambassade. Cette facture comprenait 200 000 \$ pour des équipements de cuisine, des meubles et une coutellerie « rarement utilisés », selon les vérificateurs;

- à Bogota, en Colombie, des dépenses excessives ont conduit aux achats qui suivent: trois tabourets de bar valant presque 500 \$ chacun; de la tapisserie à 100 \$ le rouleau; 130 \$ pour un

porte-serviettes en cuivre et 220 \$ pour une poubelle en acajou;

- à Bangkok, en Thaïlande, presque aucun membre du corps diplomatique n'utilise un gymnase loué 21 000 \$;

- à Dallas, au Texas, le bureau diplomatique aurait pu épargner 55 000 \$ si elle avait acheté une machine pour affranchir ses envois postaux, au lieu de la louer;
- à Djakarta, en Indonésie, l'Ambassade canadienne paie 16 000 \$ par année pour entreposer des meubles hors d'usage;

- à Bucarest, en Roumanie, le personnel diplomatique a payé 14 000 \$ à une compagnie privée pour transporter les 12 enfants de diplomates à l'école, alors qu'une automobile de l'ambassade aurait pu tout aussi bien faire l'affaire.

Les pêcheurs terre-neuviens attendent le pire du plan de gestion du ministre Tobin

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, Terre-Neuve

Le pêcheur Stan Butt a l'impression d'être la cible d'un peloton d'exécution. Il s'attend néanmoins à ce que ce malaise cesse aujourd'hui, dès que le ministre fédéral des Pêches, Brian Tobin, aura annoncé son plan de gestion des maigres stocks encore disponibles de poissons de fond, tels la morue et l'aiglefin.

« Quand vous vous retrouvez en face d'un peloton d'exécution, plus vite les balles vous atteignent, moins vous souffrez », a M. Butt, de Rocky Harbour, en parlant de la fermeture imminente des pêcheries dans l'Atlantique.

Le ministre Tobin a prévenu plusieurs milliers de travailleurs des pêcheries comme Stan Butt du sort qui les attend s'il impose, comme le lui a recommandé un comité consultatif, une interdiction presque totale sur la pêche aux autres poissons de fond au large de la côte atlantique.

C'est exactement ce que redoutait Earle McCurdy, président du syndicat des pêcheurs et des travailleurs de l'alimentation.

« Je crois que M. Tobin ira dans le sens du rapport (du Conseil sur la conservation des ressources), a confié M. McCurdy. Ce ne sera pas de bonnes nouvelles. »

L'annonce du ministre Tobin

retiendra l'attention de milliers de Canadiens des provinces atlantiques, mais surtout celle de quelque 700 communautés terre-neuviennes dont la survie dépend directement de la pêche.

« L'ampleur de la dévastation des ressources est clairement plus grave à Terre-Neuve », a expliqué l'ex-leader syndical, Richard Cashin, dans un rapport sur les revenus dans les pêcheries.

M. McCurdy a récemment prédit que jusqu'à 5000 Terre-Neuviens perdraient leur emploi ou travailleraient moins, si M. Tobin devait se conformer au rapport du comité qui recommande, pour 1994, une réduction de 60 p. cent des quotas de pêche par rapport à cette année.

Les gens comme Stan Butt viendraient grossir les rangs des 40 000 autres chômeurs de l'industrie des pêches à qui le gouvernement fédéral verse une indemnité compensatoire, à la suite du moratoire sur la pêche.

Ces Québécois aident les plus démunis du monde.



Laura Martinez
Bolivie

Guy-Alexandre Banville
Somalie

Aidez-les à les aider.

OXFAM-QUÉBEC

(514) 937-1614



2350, rue Notre-Dame O., Bureau 200, Montréal (Qc), Canada H3J 1N4

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____ APP. _____

VILLE _____ PROVINCE _____

CODE POSTAL _____ TÉLÉPHONE () _____

VOTRE DON : 15\$ 25\$ 50\$ 100\$ AUTRE MONTANT _____

PRIÈRE D'ÉMETTRE VOTRE CHEQUE OU MANDAT À L'ORDRE DE OXFAM-QUÉBEC.

DONS PAR CARTE DE CREDIT : VISA MASTERCARD VISA OXFAM

NUMÉRO DE LA CARTE _____ DATE D'ÉCHÉANCE _____

NOM ET PRÉNOM DU DÉTENTEUR _____

SIGNATURE _____

Dons par carte de crédit acceptés par téléphone
Un reçu d'impôt peut être émis pour les dons de 15\$ et plus.
N° d'enregistrement : 041 9556-03-08

De **25%** à **50%**
de réduction sur
nos magnifiques
boucles d'oreilles
et pendentifs à
diamants et
or 14K.



Lun.-jeu.: 9 h 30 - 21 h
Vendredi: 9 h 30 - 17 h
Dimanche: 13 h - 17 h

**BIJOUTERIE
le roy**

Plan mise de côté.
7139, rue ST-HUBERT
(coin Jean-Talon) Montréal
277-3127

Le plus petit pour un petit prix!

Joyeux Noël

299\$

LE TECHNOPHONE PC 405.

Et en signant un contrat de 36 mois, vous recevrez deux (2) billets de remonte GRATUITS pour Mont-Tremblant!

Plus
+ 3 mois GRATUIT:
centre de message.
+ 3 mois GRATUIT:
facturation détaillée.
+ 3 mois GRATUIT:
appels illimités les week-ends.

Service sur la plupart des marques et modèles
Nous achetons les téléphones usagés

Pour quelqu'un très gentil ce Noël, choisissez vos cadeaux chez:

CELLULAR ONE 385-0770
9280, boul. de l'Acadie

Bell Mobilité
Centre Cellulaire Plus

LES INTERNATIONAUX

Matinée Ltée

CHAMPIONNATS DE TENNIS

LES «TOP» MONDIALES SOUS VOTRE SAPIN!

Avec la PREMIÈRE MONDIALE STEFFI GRAF

Joyeux Noël

À court d'idées?
Offrez des billets pour assister aux Internationaux Matinée Ltée 1994, le plus important tournoi de tennis féminin au Canada! Choisissez les meilleurs sièges en réservant dès maintenant. Évitez de passer des heures à chercher dans la cohue des magasins!

Téléphonez aujourd'hui pour réserver vos billets au Réseau Admission: (514) 790-1245

Tennis Canada

WTA TOUR

L'opération charme du gouvernement du Québec auprès des paysans français porte fruit: 150 d'entre eux ont demandé plus d'informations

MICHEL DOLBEC
de la Presse Canadienne
PARIS

Le Québec vient d'effectuer auprès des paysans français une offensive de charme qui commence déjà à porter fruit: depuis deux semaines, le service québécois de l'immigration, à Paris, a reçu plus de 150 demandes d'information d'agriculteurs qui songent à s'installer éventuellement en terre québécoise.

«Cela va au-delà de nos espérances», déclare le directeur du service, Roger Thériault. Nous avons déjà commencé à organiser des visites d'exploration pour d'éventuels investisseurs.»

Pendant une douzaine de jours, fin novembre-début décembre, deux fonction-

naires ont battu la campagne française pour faire connaître «les possibilités d'implantation au Québec». Jamais le ministère de l'Immigration n'avait jusqu'ici mené une opération aussi ciblée. Il ne s'agissait cependant ni d'une campagne de recrutement ni d'une grande vente de fermes, souligne-t-on.

«On n'est pas arrivé avec un catalogue, explique le conseiller à l'immigration Jean-Pierre Guay. On n'a pas besoin de bras ou de pionniers, mais d'investisseurs francophones et compétents, susceptibles de reprendre des fermes déjà rentables, là où la relève se fait rare.»

Le paysage agricole français est appelé à connaître une profonde restructuration au cours des prochaines années, à cause du GATT et de la politique agricole européenne qui prévoit la mise en jachère de nombreuses terres.

Dans le Nord, en Bretagne, en Vendée et en Auvergne, les responsables québécois ont répété le même message, rappelant aux paysans français qui s'interrogent sur leur avenir que le Québec pouvait être «une option».

«Mais nous n'avons promis un nouvel Eldorado à personne», ajoute Denis Vinet, du ministère de l'Agriculture.

La campagne d'information a soulevé un peu de méfiance dans certaines organisations paysannes.

«On a les mêmes problèmes ici, mais on n'aurait pas l'idée d'aller prospecter au Canada pour aller chercher d'anciens Français», a notamment déclaré un porte-parole syndical, Jean-Pierre Clouet.

Il n'y a cependant eu «aucun désaccord formel» des organisations agrico-

les. La tournée d'information a par ailleurs eu un bon impact médiatique, dans la presse régionale et nationale et dans les grands journaux télévisés.

L'an dernier, 15 agriculteurs-investisseurs ont immigré en terre québécoise. Il est évidemment impossible de prédire combien décideront de les imiter au cours des prochains mois. Si la hausse des demandes de renseignement est un signe encourageant, il ne faut cependant pas s'attendre «à des résultats fulgurants», prévient M. Thériault. D'autant que les conditions de sélection sont sévères. Les immigrants investisseurs doivent disposer d'un capital de 200 000 \$ et posséder au moins trois ans d'expérience. Le prix d'une bonne ferme dans le Bas Saint-Laurent tourne autour des 400 000 \$ mais il peut atteindre les 750 000 \$ dans la région de Montréal.

Depuis quatre ans, le nombre de Français désirant s'établir au Québec a triplé. En 1993, le service québécois de l'immigration à Paris (26 employés dont sept conseillers) a émis 5 700 certificats de sélection, sur un total de 30 000. Environ la moitié des demandes ont été acceptées.

Depuis le mois de septembre, le bureau parisien s'occupe aussi de toute la zone du Magreb, jusque là couverte par un conseiller en poste à Rabat.

«Cela représente un volume énorme», fait remarquer le directeur.

Chaque année, entre 20 000 et 25 000 demandes d'immigration arrivent de cette région. Le taux d'acceptation, parce que «les candidats sont moins formés», ne dépasse cependant pas les cinq p. cent.

Pour survivre, le Reform doit remplacer un des trois grands partis

HUGUETTE YOUNG
de la Presse Canadienne
OTTAWA

Preston Manning voit grand: après l'Ouest, le Reform Party veut s'étendre en Ontario, au Québec et dans les Maritimes.

Pour assurer la survie à long terme du Reform, M. Manning estime qu'il faudra déplacer l'un des trois grands partis traditionnels qui ont dominé l'échiquier politique ces dernières décennies.

«Je ne pense pas que les Canadiens aiment un système multipartite. Ils ont montré leur désenchantement face aux partis traditionnels en appuyant de nouveaux partis; mais si nous voulons survivre à long terme, il faut déplacer quelqu'un», a reconnu Preston Manning.

En Ontario, les réformistes sont sortis bons deuxième. Le Reform comptait sur «une demi-douzaine» de sièges, mais il dû se contenter d'un seul. M. Manning ne se laisse pas décourager.

Il dresse un parallèle avec les résultats électoraux de 1988, quand l'Alberta avait servi de banc d'essai au Reform: «Toutes les circonscriptions où nous étions arrivés deuxièmes en 1988 ont maintenant des députés...» dit-il, songeur.

Selon M. Manning, le Reform est là pour rester, en autant qu'il évite les erreurs des populistes du passé, comme les Progressistes qui avaient récolté 65 sièges en 1921, pour ensuite graduellement disparaître et se fusionner aux conservateurs en 1942.

«Les Progressistes ne pouvaient jamais se brancher, à savoir s'ils voulaient changer les Libéraux ou les remplacer, a soumis M. Manning. Cette hésitation a été utilisée pour les détruire... Nous savons davantage où nous allons. Et nous avons une meilleure base. Si les racines d'un parti sont trop étroites, il peut fonctionner pendant un certain temps et puis, il s'épuise et disparaît.»

Pour séduire le Québec, M. Manning emploiera les mêmes arguments qui l'ont transporté aux Communes: l'ampleur du déficit, la réforme de la justice, l'impitoyabilité de la classe politique.

«Les Québécois ne connaissent pas nos positions, a avancé le chef réformiste. On leur a fait croire que nous étions anti-francophones et contre l'usage du français. Il faut que nous leur disions nous-mêmes. Ce ne sont pas les libéraux ou le Bloc qui le feront à notre place.»

Selon lui, le Reform veut offrir «un meilleur fédéralisme» aux Québécois. «Nous espérons que les gens écouteront notre message; quant à savoir s'il passera, je l'ignore», admet-il.

En lorgnant vers l'Est, M. Manning veut poursuivre dans les traces de son père, Ernest, qui rêvait d'étendre le Crédit social à l'Est, estime un politologue de l'Université McGill, Dale Thompson. Mais il n'y arrivera pas. Car, selon lui, le Reform est essentiellement un parti régional de droite né de l'insatisfaction des provinces de l'Ouest.

«Ce parti n'a aucun avenir sauf comme parti régional, estime M. Thompson. L'élément de droite existera toujours mais ce ne sera jamais suffisant pour prendre le pouvoir ou balayer le pays. Ce parti a sans aucun doute un attrait pour certains éléments, dans le nord de l'Ontario et dans d'autres régions où la droite prédomine, mais je pense qu'il s'agit là d'un phénomène temporaire.»

Quant à une présence au Québec, M. Thompson croit que c'est de la folie pure: «Il n'y a rien de plus ridicule. À moins qu'il change ses politiques. Mais s'il le faisait, il compromettrait son intérêt.»

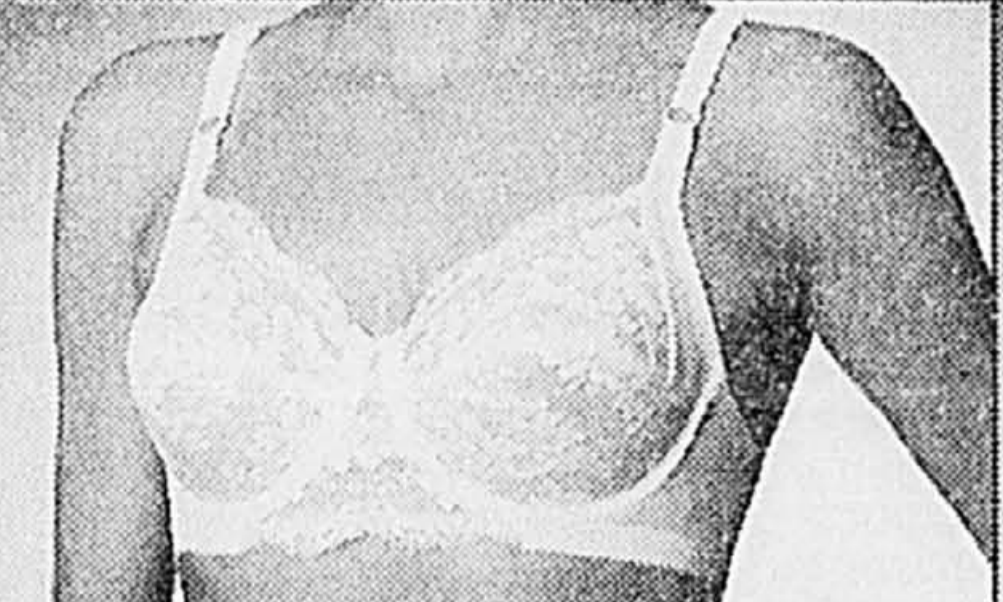
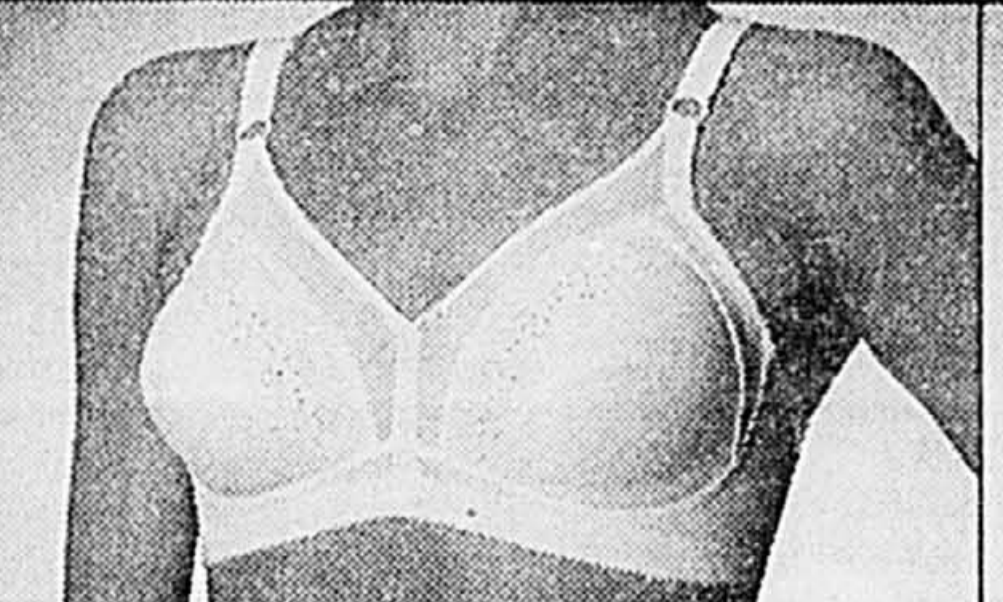
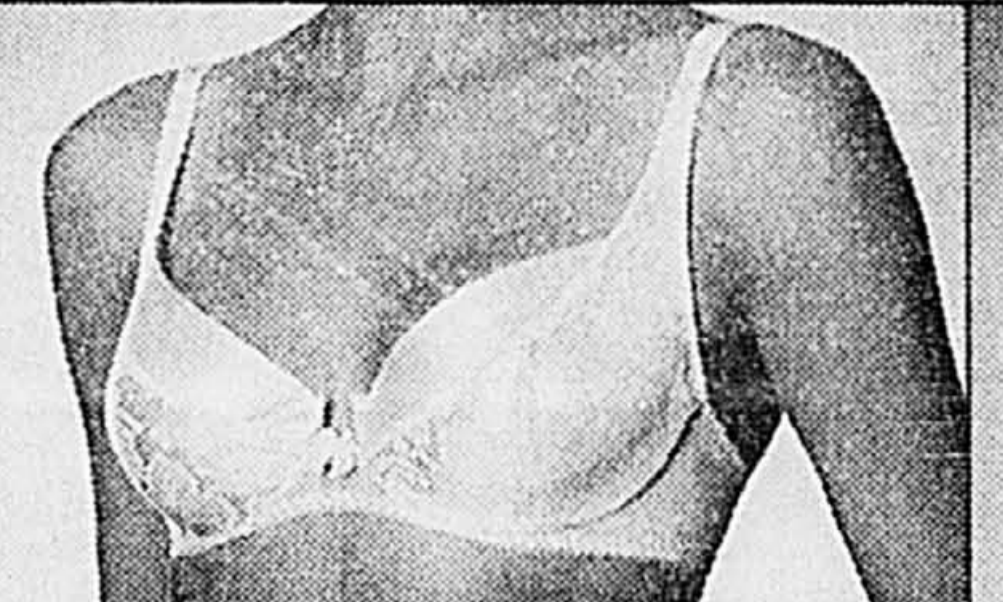


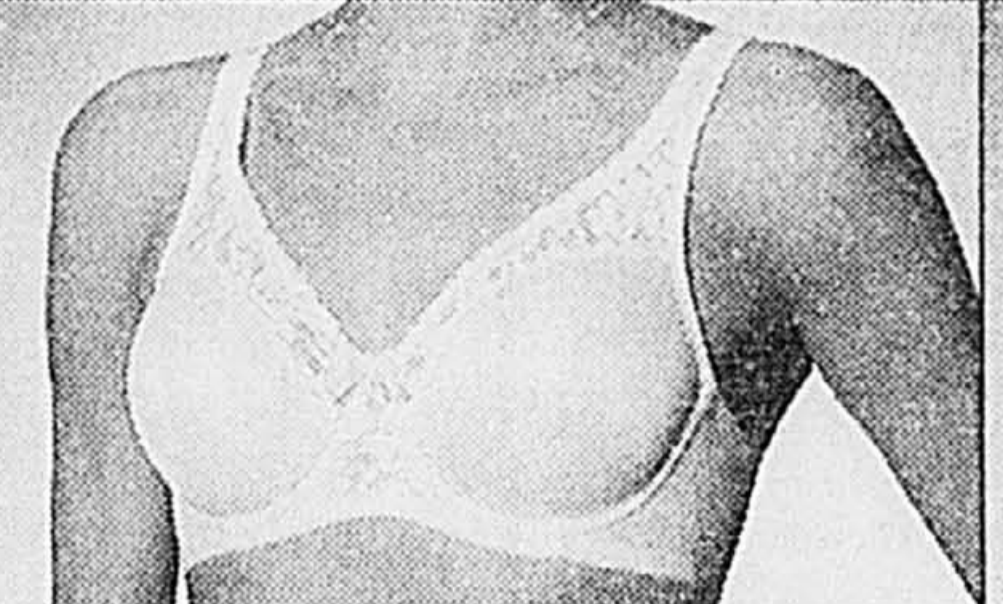
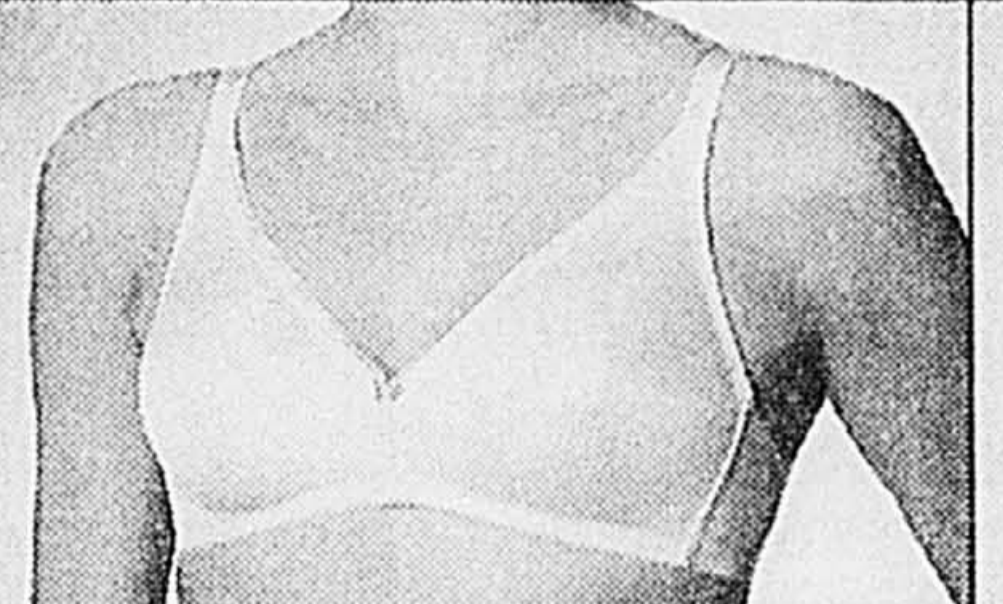
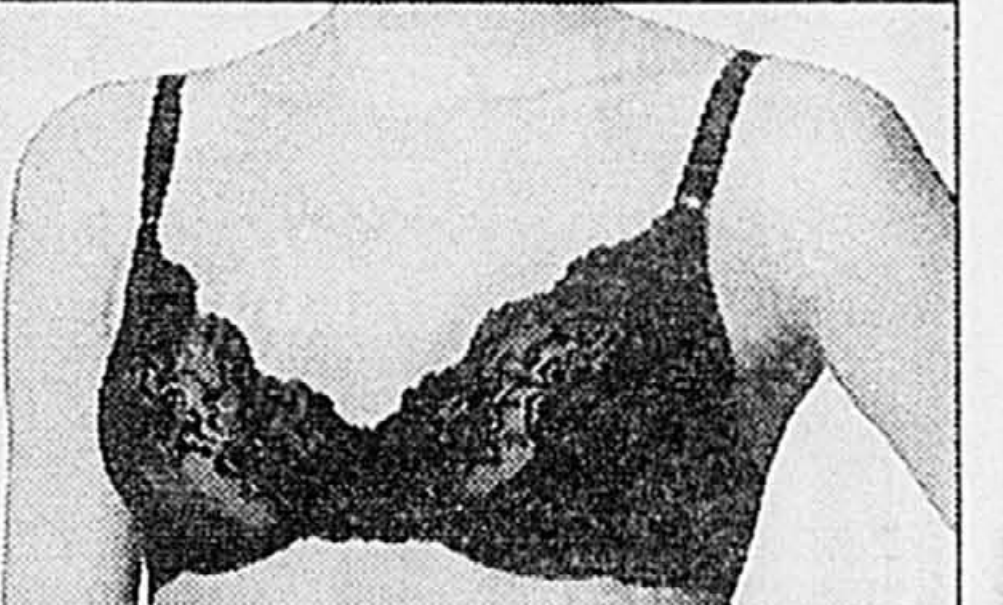
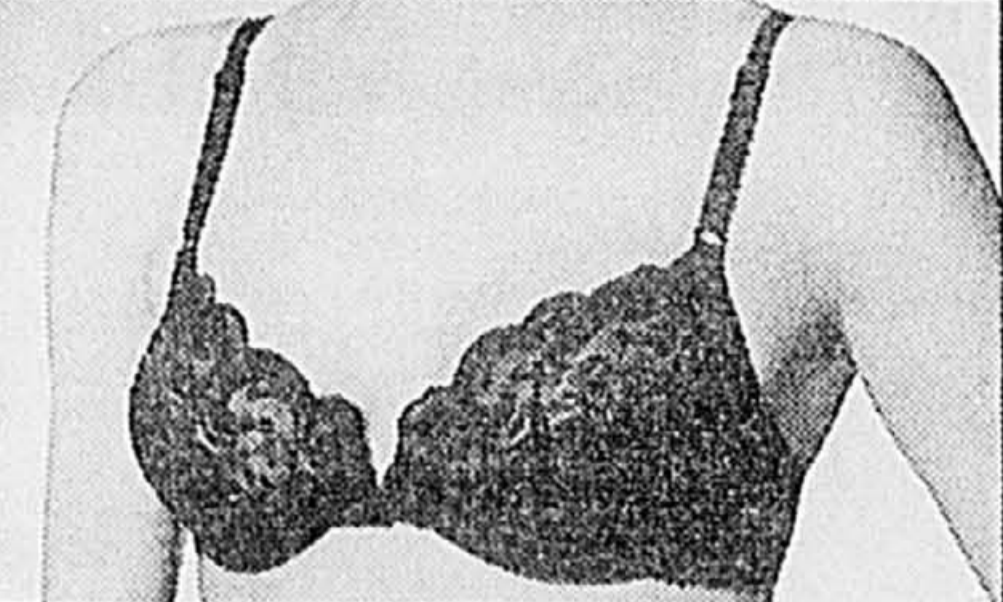
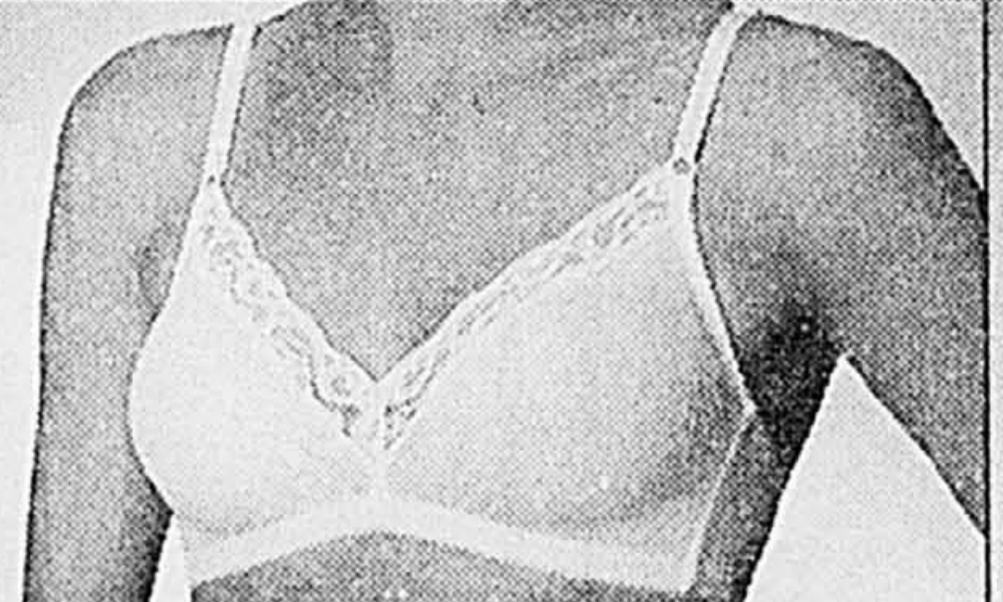
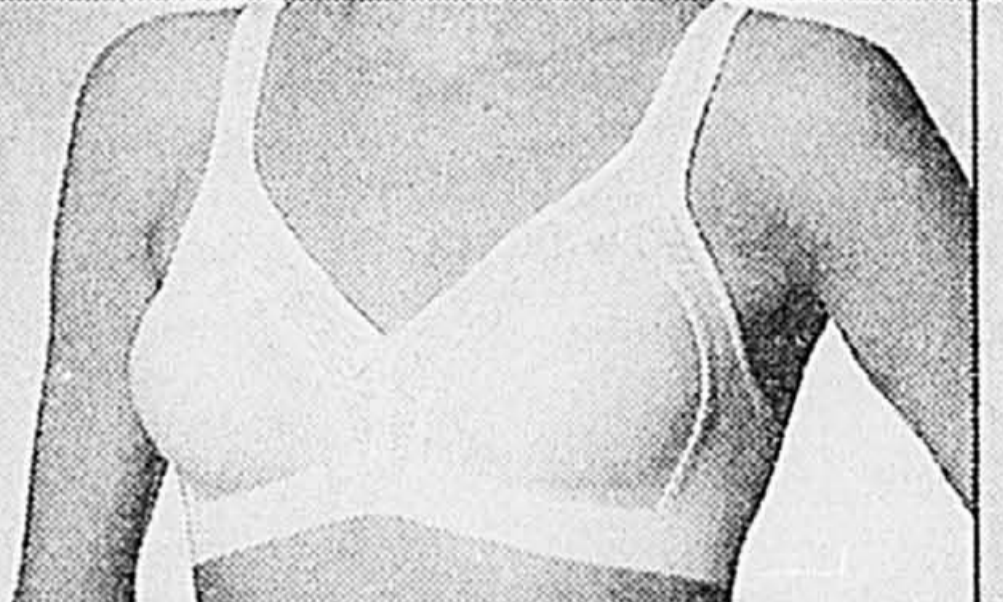
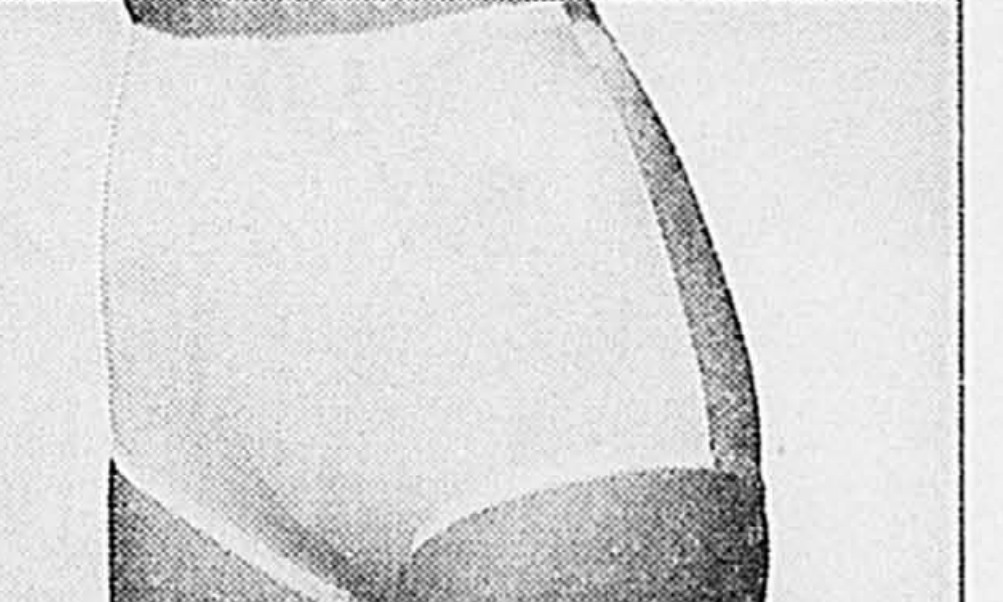
«Le Reform ne peut pas gagner de sièges au Québec. Tout ce qu'il peut faire, c'est d'aider les séparatistes», ajoute M. Thompson.

L'ex-ministre des Finances, Don Mazankowski, un conservateur albertain de longue date, croit lui aussi que le Reform a des chances de s'établir en Ontario.

Or, l'avenir de ce parti est précaire car il n'a pas l'intérêt national à coeur, croit l'ex-ministre.

Un dessous : 30 % de rabais! Deux dessous : 35 % de rabais! Trois dessous : 40 % de rabais!

Dessous WonderBra, Warner's, Vogue et Playtex choisis.

			
30 % de rabais! WonderBra N° 7422. Soutien-gorge à armature, tout en dentelle. Maintien ferme. Blanc ou noir. 34 à 38, B; 34 à 40, C ou D; 36 à 40, DD. Ord. 28 \$ à 30 \$. Solde 19,60 \$ à 21 \$ ch.	30 % de rabais! WonderBra N° 2620. Soutien-gorge tout confort en tissu extensible <i>Cercle de Confort</i> . Blanc ou beige. 36 à 42, B, C ou D; 36 à 40, DD. Ord. 28 \$ à 30 \$. Solde 19,60 \$ à 21 \$ ch.	30 % de rabais! WonderBra N° 7218. Soutien-gorge pigeonnant <i>Caresse de Satin</i> , à armature. Blanc, noir ou palissandre. 34 à 36, A, B ou C; 34 à 38, D. Ord. 24,50 \$ et 25,50 \$. Solde 17,15 \$ et 17,85 \$ ch.	30 % de rabais! WonderBra N° 1137. Soutien-gorge sans coutures, assurant un bon maintien. Blanc ou beige. 34 à 38, B ou C; 36 à 38, D. Ord. 26,50 \$ et 27,50 \$. Solde 18,55 \$ et 19,25 \$ ch.
			
30 % de rabais! Warner's N° 1293. Soutien-gorge pigeonnant, à armature. Maintien léger. Blanc ou noir. 34 à 36, A, B ou C. Ord. 22 \$. Solde 15,40 \$ ch.	30 % de rabais! Warner's N° 2544. Soutien-gorge à armature, offrant un maintien ferme. Blanc ou beige. 36 à 38, B; 34 à 40, C; 34 à 38, D. Ord. 28 \$ et 29 \$. Solde 19,60 \$ et 20,30 \$ ch.	30 % de rabais! Warner's N° 1285. Élégant soutien-gorge sans coutures. Maintien moyen. Blanc ou beige. 34 à 36, A ou C; 34 à 38, B. Ord. 20 \$. Solde 14 \$ ch.	30 % de rabais! Vogue N° 3120. Soutien-gorge à armature, en dentelle extensible. Blanc, noir ou rose. 34 à 36, A; 34 à 38, B, C ou D. Ord. 24,50 \$ et 25,50 \$. Solde 17,15 \$ et 17,85 \$ ch.
			
30 % de rabais! Vogue N° 1123. Soutien-gorge mode en coton, s'attachant devant. Blanc ou noir. 34 à 36, A, B ou C. Ord. 22,50 \$. Solde 15,75 \$ ch.	30 % de rabais! Vogue N° 2222. Soutien-gorge à bonnets souples. Blanc ou beige. 34 à 36, A; 34 à 38, B ou C. Ord. 19,50 \$. Solde 13,65 \$ ch.	30 % de rabais! Playtex N° 4777. Soutien-gorge de sport. Maintien ferme. Blanc. 34 à 38, B, C ou D. Ord. 20 \$ et 21 \$. Solde 14 \$ et 14,70 \$ ch.	30 % de rabais! Playtex N° 2820. Culotte <i>Super Look</i> , de coupe flatteuse pour la silhouette. Blanc ou beige. M.G. Ord. 20 \$ et 20,50 \$. Solde 14 \$ et 14,35 \$ ch.

50 % de rabais! Dessous WonderBra, Playtex et Naturana choisis

			
Soutien-gorge WonderBra N° 7417. Modèle <i>Silhouette Affinée</i> offrant confort et maintien. Très flatteur! Blanc. 36 à 40, B, C, D ou DD. Ord. 27,50 \$ à 29,50 \$. Solde 13,75 \$ à 14,75 \$ ch.	Soutien-gorge WonderBra N° 2449. Modèle <i>Douce Sérénade</i> en tissu lustré. Maintien ferme. Blanc ou palissandre. 34 à 38, B ou C; 34 à 38, D. Ord. 27 \$ et 28 \$. Solde 13,50 \$ et 14 \$ ch.	Culotte WonderBra flatteuse N° 750. En tissu <i>Ajuste + tout confort</i> . Plastron amincissant. Blanc ou beige. M.G. Ord. 10,50 \$ et 11,50 \$. Solde 5,25 \$ et 5,75 \$ ch.	Culotte WonderBra classique N° 560. À si bon prix, pourquoi ne pas faire provision... Blanc ou beige. M.G. Ord. 7,75 \$. Solde 3,87 \$ ch.
			
Gaine-culotte Playtex N° 2493. Modèle <i>Incrovable, c'est une gaine!</i> en tissu léger. Beige. P.M.G. et T.G. Ord. 40,50 \$ et 42,50 \$. Solde 20,25 \$ et 21,25 \$ ch.	Gaine-culotte Playtex N° 5526. Modèle <i>Incrovable, c'est une gaine!</i> , mi-cuisses, en tissu léger. Beige. M.G. Ord. 46 \$ et 48 \$. Solde 23 \$ et 24 \$ ch.	Soutien-gorge Playtex N° 722. Modèle <i>18 Heures</i> , sans coutures. Blanc ou beige. 38 à 40, B; 36 à 42, C ou D. Ord. 30 \$ et 32 \$. Solde 15 \$ et 16 \$ ch.	Soutien-gorge Naturana N° 87253. À armature et large basque devant. Maintien ferme. Blanc ou noir. 34 à 38, B; 34 à 40, C. Après lancement 17 \$. Solde 8,50 \$ ch.

Heures d'ouverture pour le temps des fêtes

Du lundi au vendredi : 9 h 30 à 21 h
Samedi : 9 h à 17 h
Dimanche : 10 h à 17 h

En vigueur jusqu'au 23 décembre.

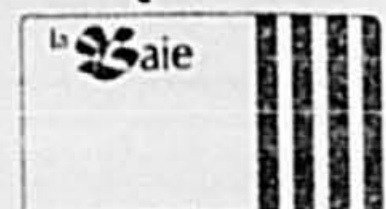
Le 24 décembre, nous sommes ouverts de 8 h 30 à 17 h.

Vous trouverez bien d'autres modèles en magasin.

LA BAIE

Compagnie de la Baie d'Hudson

Solde en vigueur jusqu'au vendredi 7 janvier 1994.



C'EST TOUT À VOTRE AVANTAGE POUR LES FÊTES!